AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Avril 2013 - volume 29 n°1

Le système de riziculture intensive

Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 29.1 - Avril 2013
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III – Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye, Awa Faly Ba Mbow, Mamadou Fall, E. Hadj Malick Cissé, Aly Faye, Lancelot Soumelong-ehode, Souleymane Cissé
Marie Mamour Diop

Administration :
Maïmouna Dieng Lagnane
Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort, The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Association ETC Andes, AP.18-0745, Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation , PO Box 7836, Bangalore 560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

SOMMAIRE

4 **Editorial**

6 **Burkina Faso : La formation aux méthodes SRI améliore le quotidien des paysans de Bama**
Pierre BELEM et Alain OSCAR

10 **Introduction du SRI dans l'Etat du Rakhine du Nord (NRS) au Myanmar : Un long processus pour une bonne diffusion et un grand impact sur la production de riz paddy local**
Pierre Ferrand, U Hla Min

13 **Le Système de Riziculture Intensive (SRI), une réponse aux changements climatiques des producteurs de la Région de Fatick.**
Amadou Baldé

15 **Expérimentation de la méthode SRI au Bénin : Des résultats satisfaisants** - *Pascal Gbénou*

17 **Rwanda : Le sri transforme les marais**
Synthèse de El hadji Malick Cissé

19 **Intensification rizicole à Madagascar : Les défis de la diffusion à grande échelle du SRI.**
Rijaharilala RAZAFIMANANTSOA

21 **Dissémination du SRI à Madagascar : les raisons de l'insuccès !**
Victor Randriana

23 **Les femmes, principales actrices de la diffusion du SRI à Madagascar**
Synthèse Aly Faye

24 **Paradoxes d'un système de production agricole : la riziculture camerounaise en quelques questions !**
Félix Meutchieye, Richard Chin Wirnkar, Paul Esenei

26 **Sites web**

27 **Bibliographie**

29 **AGRIDAPE Infos**

6 Burkina Faso : La formation aux méthodes SRI améliore le quotidien des paysans de Bama

Pierre BELEM et Alain OSCAR

La vallée du Kou au Burkina Faso, subit de plein fouet, depuis quelques années, les effets des changements climatiques. La principale source d'eau qui la draine voit son débit diminuer d'année en année tandis que l'ensablement compromet gravement l'activité rizicole jadis florissante dans la zone. Pour remédier à cette situation, des structures d'appui ont initié un programme de formation aux méthodes SRI à Bama, une commune située dans la vallée. Depuis la mise en œuvre de ce programme, la production de riz atteint des niveaux record, contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS *est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial.* ***AgriCultureS*** *dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.*

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition brésilienne Agriculturas, experiencias em agroecologia
AS-PTA, Rio de Janero, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web
http://www.leisa.info
http://www.iedafrique.org
http://agridape.leisa.info

Abonnements
AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

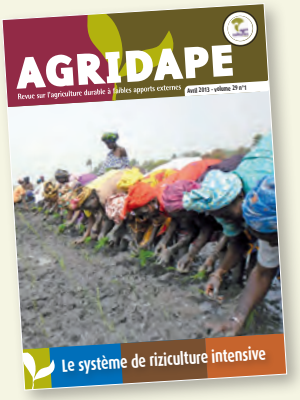
Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSI

Photo de couverture :
Repiquage en ligne dans la région de Fatick - Sénégal
Source :
Papil

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



13 Le Système de Riziculture Intensive (SRI), une réponse aux changements climatiques des producteurs de la Région de Fatick.

Amadou Baldé

Le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL) a été mis en œuvre par l'Etat du Sénégal pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural à travers le développement de la petite irrigation à l'échelle locale. Depuis 2006, il intervient dans les vallées rizicoles de la région de Fatick (centre du Sénégal) pour accompagner les paysans à trouver des solutions adaptées aux problèmes de la salinisation et de la dégradation des sols qui, depuis quelques années, ont sérieusement entamé la production de riz. Pour faciliter la récupération des terres salées et redonner un nouveau souffle à la production, le PAPIL a mis en place une série d'ouvrages hydrauliques et introduit le SRI. Les succès enregistrés dans les zones d'expérimentation ont eu un écho très favorable auprès des agriculteurs qui, de plus en plus, adoptent cette méthode innovante de riziculture.

19 Intensification rizicole à Madagascar : Les défis de la diffusion à grande échelle du SRI.

Rijaharilala RAZAFIMANANTSOA

Madagascar est incontestablement le berceau du SRI. Mais paradoxalement, depuis sa découverte dans les années 80, la méthode reste encore le fait d'une faible minorité de paysans dans la Grande île. La diffusion à grande échelle du SRI bute sur de nombreux obstacles à la fois politiques, économiques et socio-culturels. Pour faciliter l'adoption du SRI et sa vulgarisation dans tout le pays, une amélioration de l'environnement de la filière riz et une bonne stratégie nationale de diffusion s'imposent.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Il ne fait plus aucun doute que le riz constitue un aliment essentiel pour l'humanité et que la survie d'une bonne partie de la population mondiale repose sur cette céréale cultivée presque partout où les conditions le permettent. Les impératifs de sécurité alimentaire exigent, dès lors, que sa disponibilité permanente soit assurée. Malheureusement avec l'avènement des changements climatiques, les systèmes classiques de riziculture ont montré leurs limites en accusant des rendements constamment à la baisse.

Mais fort heureusement, le hasard a mis à la disposition de l'humanité une méthode innovante, le SRI, qui permet d'atteindre des niveaux de productivité et de production exceptionnels même dans les pires conditions climatiques. Le SRI a révolutionné la riziculture grâce à ses techniques simples, peu coûteuses et préservant les ressources naturelles. Il a aussi renforcé la résilience de nombreux petits producteurs familiaux dont la survie a longtemps été mise à mal par la sécheresse et la péjoration climatique. Cependant, sa diffusion à grande échelle et son adoption massive restent encore un défi de taille à relever.

En consacrant ce numéro 29.3 au SRI, AGRIDAPE veut contribuer à une meilleure connaissance de ce système agro écologique en partageant avec vous toutes une série d'expériences mises en œuvre dans le monde et qui ont sensiblement contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Bonne lecture...

Système de Riziculture Intensive (SRI), Adaptation au changement climatique et sécurité alimentaire

Le riz constitue l'aliment de base de plus de la moitié de la population mondiale.

Il représente aussi une denrée incontournable pour les ménages africains. Par exemple, l'Afrique de l'Ouest à elle seule, importe annuellement, 5, 2 millions de tonnes de riz représentant près de la moitié de ses besoins.. Cette forte dépendance aux importations déséquilibre gravement la balance commerciale des États africains, menace la souveraineté et la sécurité alimentaire et charrie de potentiels germes de déstabilisation sociale. En effet, vers la fin de l'année 2007 et au début de 2008, face aux effets du retard des récoltes des riz thaïlandais et vietnamien combinés à la décision de l'Inde d'interdire les exportations pour protéger ses consommateurs, le prix du riz a connu une flambée extraordinaire et la denrée était devenue introuvable. Conséquence : de violentes émeutes dites de « la faim » éclatent dans la quasi-totalité des pays africains grands consommateurs de riz. Ces émeutes ont eu le mérite de rappeler aux décideurs africains, l'urgente nécessité de mettre en place des stratégies pour augmenter leur production céréalière. Du riz en particulier. La découverte du SRI et sa généralisation, apparaissent ainsi, comme une formidable opportunité pour renverser la tendance actuelle, accroître durablement la production de riz en Afrique et lutter contre l'insécurité alimentaire qui guette la majorité de la population.

Le SRI, un système rizicole innovant

Le SRI a été introduit pour la première en Afrique en 1983/1984 par un prêtre jésuite du nom de Henri De LAULANIE installé à Madagascar. Cette année là, il met au point, de manière accidentelle, avec ses étudiants et amis producteurs une nouvelle technique agricole. En effet, la sécheresse et le retard accusé par les premières pluies les ont obligés à repiquer des plants de riz de quinze jours dans des poquets comprenant un seul brin et disposés de façon très espacée. Les résultats obtenus furent spectaculaires ; les jeunes plants se sont très vite développés et ont donné parfois jusqu'à 20 épis. L'expérience est reproduite au cours de la campagne suivante dans les mêmes conditions pédoclimatiques mais cette fois avec des plants plus jeunes (9, 10, et 12 jours). Le résultat est encore plus étonnant. Le nombre d'épis par plant est de 60 à 80 malgré la faible quantité d'eau disponible. Il ressort ainsi de cette expérience que le nombre d'épis de riz augmente au fur et à mesure qu'on utilise des plants plus jeunes. Partant de ces expériences, il pousse la recherche pour mieux comprendre le cycle et les conditions pour le développement optimal des plants de riz. Le Système de riziculture Intensive (SRI) ou SARI (système agro écologique de riziculture intensive) est né.

Fondé sur des techniques innovantes simples, une utilisation rationnelle de l'eau et des semences, le SRI se pose comme un système de riziculture alternatif très adapté pour les paysans pauvres en ressources. Il permet une productivité de 20 t /ha dans les conditions optimales au moment où les systèmes traditionnels n'en permettent pas plus de 2t/ha à Madagascar.

Produire plus et mieux

Au plan technique, le SRI est une pratique simple et maîtrisable par les petits producteurs familiaux. Du fait de la quantité réduite de semences qu'il induit, le SRI ne nécessite pas de grandes pépinières. En outre, le SRI permet d'économiser près de 40% d'eau par rapport à la riziculture traditionnelle. Contrairement aux idées reçues, le riz est loin d'être une plante d'eau. Elle a certes besoin d'eau pour se développer, mais l'inondation constante inhibe sa croissance. Le SRI qui alterne des périodes d'inondation des rizières et des périodes de détrempage est sans doute l'un des meilleurs systèmes dans des conditions de pluviométrie aléatoires, particulièrement dans le Sahel.

Le SRI favorise, par ailleurs, la réduction du cycle cultural du riz. Ce qui implique la possibilité de faire deux campagnes même sur les hautes terres et la réduction de la durée de la période de soudure. La culture de contre saison devient possible avec la courte durée de la mise en pépinière.

Au plan économique, l'économie de semences favorisée par le repiquage brin par brin réduit les sommes dépensées pour l'achat d'intrants. Mais ce qui fait l'intérêt du SRI, c'est surtout l'augmentation importante du rendement qu'il favorise. Il reste ainsi un outil remarquable pouvant contribuer à la sécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde minées par la famine. L'augmentation des revenus des paysans, grâce au surplus de production permet l'achat de compléments alimentaires, de diversifier leurs activités et de se soustraire de la pauvreté, à long terme. Au plan environnemental, le SRI est un moyen efficace de réduction des gaz à effet de serre. L'émission de méthane est considérablement réduite comparée à la riziculture traditionnelle.

De ce point de vue, le SRI peut être considéré comme une excellente pratique d'atténuation du réchauffement et d'adaptation au changement climatique.

Une méthode agricole en expansion

Face aux périls environnementaux engendrés par les systèmes de riziculture traditionnelle (SRT) et pour augmenter de manière conséquente la production de riz, les producteurs n'hésitent plus quand l'alternative SRI se présente. Partout en Afrique et en Asie, l'espoir de produire suffisamment de riz pour freiner l'insécurité alimentaire chronique repose désormais sur des projets SRI. C'est ainsi que l'Etat rwandais, a initié en partenariat avec des réseaux de paysans riziculteurs deux projets majeurs pour augmenter sa production rizicole. Les bassins versants constituent la zone d'intervention des deux projets et leur mise en œuvre a permis de lutter, avec succès contre la dégradation accélérée des sols et de redonner un nouveau souffle à une riziculture en mal de productivité. Avec la mise en œuvre des techniques du SRI, la productivité avoisine désormais les 6 à 8 tonnes par hectare, contre 2 à 3 tonnes dans le système traditionnel de riziculture (P17).

Au Burkina Faso également, le SRI est en train de prendre ses marques. Devant l'appauvrissement des terres de la vallée du Kou après 4 décennies d'exploitation intensive et la chute des rendements, l'insécurité alimentaire s'est installée. Elle atteint durement les couches les plus défavorisées avec une malnutrition touchant les enfants et provoquant l'exode des paysans qui abandonnent leurs champs. Un groupement de producteurs (AMAPAD) appuyé par un partenaire a introduit le SRI, à travers un programme de formation aux principes du SRI pour assurer la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté, et préserver les ressources naturelles et l'environnement (P6).

Madagascar s'est aussi illustré dans la formation aux méthodes SRI. Mais l'originalité de son expérience réside dans le ciblage des groupes les plus vulnérables, comme les

Photo : PAPIL

Vallée rizicole dans la région de Fatick, Sénégal.

femmes. Celles-ci jouent un rôle de premier plan dans la production rizicole. A travers leur capacité à s'organiser, elles constituent des relais importants pour la vulgarisation de nouvelles innovations. C'est ainsi qu'elles furent mises à contribution à travers un programme de formation aux méthodes SRI afin d'en faciliter la diffusion à travers la Grande île (P23).

En dépit d'énormes potentialités, la production locale de riz ne couvre que 60 % des besoins du Benin. Les différents systèmes de riziculture que sont la riziculture pluviale, la riziculture de bas-fonds et la riziculture irriguée, développés depuis les années 1960, ont véritablement montré leurs limites avec moins de 3 tonnes par ha. Ainsi, les impératifs de sécurité alimentaire ont alors amené les producteurs à s'orienter vers le SRI. (P15).

Même constat au Sénégal où les changements climatiques ont bouleversé la plupart des habitudes des producteurs agricoles. C'est le cas des riziculteurs de la région de Fatick située au Centre Ouest du pays. Là-bas, la salinisation, la dégradation et l'appauvrissement des sols ont rendu vulnérables les écosystèmes et affecté négativement la culture du riz. Grâce à un projet initié par le Gouvernement sénégalais, le SRI a été introduit dans les vallées de cette région. Les succès enregistrés au cours des premières expérimentations ont suscité un grand engouement des populations pour ce nouveau système qu'elles adoptent de plus en plus. (P13).

Même si l'Afrique est le berceau du SRI, d'autres régions du monde se sont très vite appropriées le système, allant même parfois jusqu'à revendiquer le titre de champion du SRI. C'est le cas de l'Asie, qui en quelques décennies s'est forgée une solide expérience en matière de SRI. Ce système a conforté l'Asie du Sud-est dans sa place de grenier rizicole du monde. Au Myanmar, dans l'Etat du Rakhine du Nord (NRS) tout comme dans la vallée de l'Ayeyarwaddy (canton de Bogale,), le SRI est en train de rayer, petit à petit, du paysage agricole les systèmes de riziculture traditionnelle. Il y a été introduit dans les années 2000 grâce à la coopération française. L'objectif était de changer les mauvaises pratiques observées dans la gestion des cultures de riz et d'offrir de meilleures opportunités dans la production rizicole aux paysans après le passage meurtrier du cyclone Nargis qui avait mis à genou l'agriculture. La méthode SRI s'est avérée un outil efficace de redynamisation du secteur rizicole et de lutte contre l'insécurité alimentaire (P10).

La diffusion à grande échelle du SRI, un défi persistant

Aujourd'hui, 30 ans après la découverte du SRI, la production rizicole a-t-elle bondi ? Certainement, oui. Dans presque tous les pays où le SRI a été introduit, la production a connu une hausse vertigineuse.

Mais malheureusement le rythme de croissance de cette production est encore loin d'atteindre le niveau de croissance de la population. Résultat : les délais pour l'atteinte des objectifs d'autosuffisance alimentaire reculent, d'année en année. Aussi, malgré les avantages connus du SRI, la méthode reste encore le fait d'une minorité. C'est le cas du berceau du SRI, Madagascar, un pays qui dépend encore largement des importations pour couvrir les besoins d'une population en expansion constante. (P19).) Une situation qui s'explique largement par la persistance de modes de production très peu productifs. En effet, sur les 1 060 000 ha de surface rizicole de Madagascar, le SRI n'occupe qu'environ 6% de cette superficie. Le nombre de pratiquants recensés du SRI (180000) représente à peine 9% des riziculteurs du pays. Il semblerait que les populations restent encore très réfractaires au changement de mode de production. Les stratégies nationales de diffusion du SRI restent aussi peu adaptées pour favoriser une bonne dissémination de la pratique tandis que les problèmes qui gangrènent toute la filière riz (accès au crédit, accès aux intrants, formation...) peinent à être levés. C'est pourquoi certains préconisent une amélioration profonde de l'environnement général de la filière riz pour susciter l'engouement des paysans pour une quelconque innovation (P21).

Au Cameroun, c'est le désengagement de l'état vis-à-vis des anciennes structures d'encadrement des paysans qui semble avoir sonné le glas de la riziculture et hypothéqué les chances de diffusion à grande échelle du SRI. La méthode essaime tout de même et suscite l'espoir d'une population dont la grande majorité vit essentiellement de riz (P24).

Des efforts importants restent cependant à déployer un peu partout dans le monde pour une large diffusion du SRI.

AGRIDAPE, plateforme d'échanges, de vulgarisation des innovations paysannes et de débats, en consacrant ce numéro au SRI, cherche à mettre en exergue des expériences diversifiées en Asie et en Afrique pour tirer les leçons de leurs réussites et échecs.

Une réflexion approfondie autour de ces expériences, impliquant tous les acteurs, pourrait permettre de trouver la meilleure voie pour renforcer les connaissances sur cette pratique, la vulgariser et faciliter sa mise à l'échelle afin de contribuer à son adoption massive. La diffusion à grande échelle du SRI est un sérieux gage pour l'amorce d'une ère d'abondance pour tous.

Burkina Faso : La formation aux méthodes SRI améliore le quotidien des paysans de Bama

Pierre BELEM et Alain OSCAR

Photo : AMAPAD

Aménagement d'une pépinière.

L'activité rizicole dans la vallée du Kou, jadis très florissante, connait une baisse inquiétante depuis quelques années. L'ensablement de sa source d'eau conjugué aux effets de la sécheresse menace la survie des paysans. Pour remédier à cette situation, CODEGAZ, une association Humanitaire française, a initié un programme destiné à former les agriculteurs de la Commune de Bama, située dans la vallée et particulièrement touchée par la crise agricole, aux principes du SRI. Après seulement une année de mise en œuvre, ce programme a donné des résultants probants. L'adoption du SRI a permis aux paysans d'améliorer sensiblement leurs conditions de vie.

Un contexte difficile à Bama

Sur la commune de Bama, ville située à 20 kilomètres de Bobo-Dioulasso (province du Houet de la région des Hauts-Bassins) au Burkina Faso, existe depuis 1970 un périmètre aménagé de 1 200 hectares. Dans les premières années d'exploitation du périmètre rizicole, la terre était fertile et la ressource en eau abondante. Cependant, après 40 ans de riziculture, la terre s'est appauvrie. En outre, en raison de l'ensablement de la rivière Kou qui alimente les canaux d'irrigation et des aléas climatiques (déficit pluviométrique important), l'eau devient insuffisante en saison sèche.

En conséquence, depuis plusieurs années, la production de riz connait une baisse considérable des rendements. Cette situation se traduit par un volume réduit des récoltes qui entraine l'insécurité alimentaire et l'appauvrissement des couches les plus défavorisées : la malnutrition touche les enfants, provoquant une augmentation de la mortalité infantile, les adultes ne mangent pas à leur faim, les paysans abandonnent leurs champs et émigrent pour trouver du travail ailleurs.

Un projet SRI pour relancer la riziculture

Les riziculteurs de la région étaient à la recherche de méthodes leur permettant de remédier à la contrainte d'un sol appauvri et d'une ressource en eau déclinante pour maintenir voire augmenter leurs rendements. En 2005, une expérience avait été menée par Tim Krupnik, jeune chercheur américain de l'Université de Cornell,

avec une cinquantaine de paysans. Bien qu'ayant montré des résultats prometteurs, l'expérience était restée limitée. Elle avait néanmoins permis de former une équipe de techniciens agricoles compétents sur les méthodes du SRI, posant les bases pour l'avenir.

Depuis 2009, CODEGAZ, association humanitaire des salariés de l'entreprise française GDF SUEZ, met en œuvre des programmes de SRI au Cambodge et à Madagascar. Cherchant à développer un projet de SRI au Burkina Faso, CODEGAZ a pris connaissance des conditions particulières à Bama qui se prêtaient à la mise en place d'un programme de formation au SRI.

Pour remédier aux difficultés rencontrées par les riziculteurs de Bama, CODEGAZ s'est liguée avec AMAPAD (Association Mawouro-bi pour la Promotion de l'Agriculture Durable), association burkinabé avec laquelle elle met au point un programme de formation et de suivi-accompagnement à destination des paysans des 8 quartiers de Bama, constitué de 2 volets : un volet SRI et un volet maraichage biologique. Le SRI visait à augmenter la production rizicole et le maraichage à accroître la production vivrière tout en améliorant les sols de manière naturelle. L'avantage d'une démarche faisant appel aux techniques du SRI et du maraichage biologique est qu'elle permet de répondre aux défis locaux grâce à un transfert de connaissances techniques faisant appel uniquement aux ressources dont disposent les paysans.

CODEGAZ, a détecté la zone et les acteurs pour pouvoir mettre en place le projet. Elle a configuré le projet et précisé ses objectifs, mis en place avec AMAPAD le contenu de la formation, et a recherché les bailleurs pour financer le projet.

Elément central du projet, l'équipe de formateurs de l'association AMAPAD est constituée de 3 techniciens agricoles chevronnés. Formée aux techniques du SRI et du maraichage biologique, c'est cette équipe, dirigée par M. Pierre BELEM, qui dispense les formations théoriques et pratiques, assure le suivi et l'accompagnement personnalisé auprès des paysans.

Autre acteur important, l'Union des Coopératives Rizicoles de Bama (UCRB), qui joue un rôle important dans la mobilisation des paysans et le choix des participants.

Objectifs et résultats attendus du projet

En termes d'objectifs, le projet vise à augmenter la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté, et préserver les ressources naturelles et l'environnement. Pour ce faire, CODEGAZ et AMAPAD ont misé sur un programme de formation aux techniques innovatrices du SRI et du maraichage biologique.

Afin de répondre au premier objectif d'accroissement de la sécurité alimentaire, on s'est tout d'abord fixé comme but de disséminer les techniques à un large nombre de paysans tout en tenant compte des moyens limités du projet. Premier objectif : obtenir un nombre minimum de paysans formés et appliquant les techniques apprises du SRI et du maraichage biologique dans leurs champs. Pour le SRI, l'objectif visé est de former en trois ans 200 riziculteurs dont au moins 80% pratiqueront le SRI.

En outre, on s'est fixé l'objectif de dépasser 10% de superficie cultivée en SRI par rapport à la surface totale de la zone rizicole de Bama. Une augmentation significative du rendement à l'hectare fait également partie des résultats attendus, soit un doublement des rendements par rapport au rendement en culture traditionnelle.

Le projet prévoit également de former un certain nombre de paysans-relais qui auront subi une formation approfondie, qui au terme de celle-ci seront capables de former leurs collègues riziculteurs et maraichers, et sur qui les équipes d'AMAPAD pourront s'appuyer pour assurer une formation plus large et plus enracinées dans le temps des paysans de la région. Ainsi, les techniques du SRI et du maraichage biologique pourront être disséminées plus efficacement au sein de la population des paysans de Bama.

Pour répondre à l'objectif de lutte contre la pauvreté, le projet vise le résultat d'une augmentation du nombre de familles ayant enregistré un accroissement des revenus grâce à la revente des surplus sur les marchés locaux. En outre, grâce au SRI notamment, on attend également la réduction des coûts de production

Concernant la préservation des ressources naturelles et de l'environnement, celle-ci se traduit par la réduction sensible de l'utilisation des ressources en eau nécessaires pour la pratique du SRI, mais aussi par la préservation des sols par l'usage d'engrais biologiques (compost).

Déroulement et contenu de la formation

A la fin de la saison sèche 2012, des réunions d'information et de sensibilisation ont été tenues au niveau des 8 coopératives de quartier de Bama, afin d'informer les responsables des coopératives, les riziculteurs et les maraichers sur les activités du projet à venir. C'est aussi durant cette période que l'on a procédé à l'inscription des paysans participants à la formation SRI.

Le contenu de la formation a été conçu avec l'équipe des formateurs d'AMAPAD afin de permettre le renforcement des capacités des producteurs pour répondre aux défis de la situation spécifique à Bama par la maîtrise des techniques du SRI et du maraichage, mais également de la gestion de l'eau, l'amendement et la protection des sols par des techniques naturelles. Le projet prévoit la mise en place de champs-écoles, outils important pour la démarche pédagogique car c'est sur ces champs que sont effectuées les formations théoriques et pratiques avant d'être dupliquées dans les parcelles des participants.

Plus spécifiquement, la formation aux techniques du SRI contient un module de formation théorique et un module de formation pratique, mais également des modules de formation consacrés aux techniques de compostage, à la préparation des sols, la mise en place des pépinières, à la gestion de l'eau.

De son côté, la formation au maraichage biologique comporte, outre des modules de formation au maraichage, des sessions de formation sur la mise en place des pépinières, la préparation des sols, et les semis et repiquage. Un module d'économie agricole est également dispensé aux paysans.

Pendant la durée de la formation au SRI et au maraichage, les participants ne sont pas laissés seuls livrés à eux-mêmes. Ils sont accompagnés tout au long du processus grâce à un suivi et un appui techniques personnalisés, ainsi qu'à des tests de niveau. En outre, les formateurs utilisent la méthode participative qui permet aux agriculteurs d'échanger et de partager entre eux leurs expériences en SRI et en maraichage.

Autre dispositif du projet, les visites commentées. Ce sont des journées porte ouvertes à l'occasion desquelles on invite le public (administration, coutumiers, religieux, producteurs, autres villages, communes, médias, écoles) à visiter les CEP afin de voir les réalisations du projet. Ces journées d'échange et de partage d'expériences permettent de mobiliser la population et de faire connaître le SRI et ses avantages.

En termes de dépenses, il faut prévoir l'indemnisation des formateurs car ce sont eux qui assurent le suivi personnalisé des paysans et les encouragent tout au long de la campagne. Il faut également prévoir un investissement dans le matériel agricole, tel que les houes rotatives (pour le sarclage), les charrettes et les brouettes (pour le transport du compost), ainsi que les charrues pour la préparation du sol. Ce point est important car le matériel agricole est un facteur d'encouragement important pour la mise en œuvre des nouvelles pratiques.

Une première campagne prometteuse

La première campagne 2012 a été prometteuse car elle a permis d'enregistrer les résultats suivants concernant le volet SRI :

Photo : AMAPAD

Scène de moisson du riz.

- 111 paysans (dont 18 femmes) ont pu être formés au SRI, alors qu'il en était prévu 50,
- 25 paysans-relais capables de former eux-mêmes leurs collègues aux méthodes du SRI ont subi une formation approfondie,
- 83 paysans (au lieu de 40 prévus) ont mis en pratique les méthodes du SRI sur leurs parcelles, dont 32 ont utilisé du compost naturel pour amender les sols,
- 6 500 m2 de pépinière de SRI ont été ensemencés,
- 65 hectares de rizière ont été cultivés selon les méthodes du SRI, au lieu de 40 hectares prévus,
- 530 tonnes de riz SRI ont été produites,
- 8 tonnes/hectare de rendement moyen pour les parcelles cultivées selon la méthode SRI (avec des pointes à 11 tonnes), soit un une augmentation de + 70% par rapport aux rendements en culture traditionnelle (4 tonnes/hectare).

Ces bons résultats et l'augmentation substantielle de la production enregistrée vont permettre aux paysans et à leurs familles de mieux tenir durant la période de soudure. D'autre part, les paysans ont également pu revendre leurs surplus aux grossistes de Bobo-Dioulasso et augmenter les revenus de leurs exploitations. En moyenne, pour une production de 8 tonnes/ha, le revenu brut obtenu est de 1 120 000 FCFA. L'augmentation des revenus a un impact social important car les familles ont ainsi plus de possibilités et de facilités pour faire face aux frais médicaux et aux frais de scolarisation de leurs enfants. Les familles parviennent même à épargner, ce qui n'était pas le cas avant la pratique du SRI.

A noter parmi les suites constatées de la formation, l'abandon des mauvaises pratiques traditionnelles avec une meilleure organisation du travail selon un programme de travail. On a également noté une meilleure qualité du riz cultivé.

Pour conclure sur cette première campagne, on peut dire qu'elle a été très positive. L'apprentissage aux techniques SRI a été une école pour les producteurs qui ont pris part à la formation. A travers cela, ils ont acquis des nouvelles connaissances qui leur ont permis d'améliorer leur manière de travailler, leur rendement et leurs conditions de vie. Ils ont aussi pris davantage conscience de l'importance et du rôle de l'éducation et du savoir. Il y a eu un changement au niveau de leur mentalité qui les dispose à inscrire leurs enfants à l'école et à les soutenir. Certains parents enseignent d'ailleurs maintenant les techniques du SRI à leurs enfants.

Pierre BELEM (coordonnateur du Projet SRI de CODEGAZ au Burkina Faso)
pierrebelem@yahoo.fr
Alain OSCAR (CODEGAZ - GDF)
alain.oscar@gdf.fr

Tableau récapitulatif des principaux résultats du Projet SRI à Bama :

Année	Formation des producteurs		Superficie		Pratique du SRI	
	Nombre prévu	Réalisation	Superficie prévue	Superficie réalisée	Nombre prévu	Réalisation
1ère Année : 2012	50	111	40 Ha	65 Ha	40	83

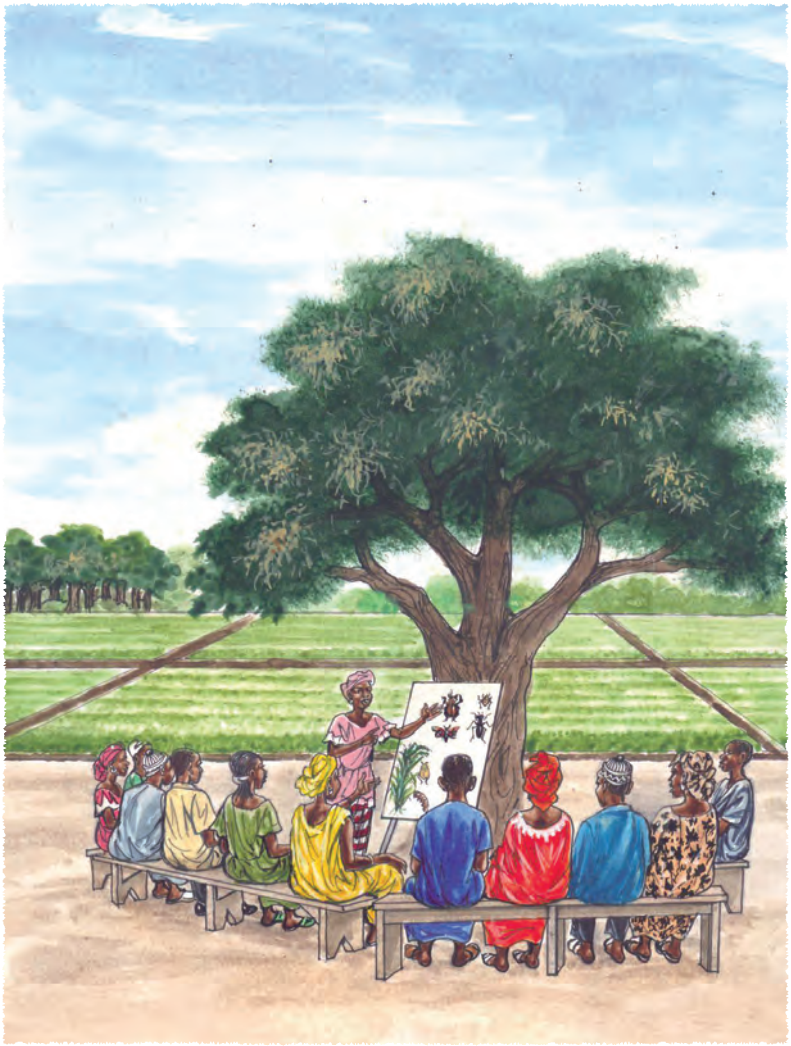
Renforcer les capacités des petits producteurs grâce à l'approche Champs -Ecoles Paysans (CEP)

L'approche Champs-Ecoles Paysans (CEP), a été développée pour la première fois en Asie pendant les années 1990 avant d'essaimer pour gagner le reste du monde. Elle a surtout servi de véhicule pour la promotion de la Gestion Intégrée des Déprédateurs des cultures (GIPD ou IPM, Integrated Pest Management ;). Le principe du Champ-Ecole Paysans est de créer un lieu d'échange et d'apprentissage où les producteurs apprennent en groupe d'eux-mêmes par l'intermédiaire de l'observation et de l'échange. Le champ école est un excellent outil d'apprentissage parce que basé sur la pratique *« learning by doing »*.

Le champ est notre classe et notre livre

Dans le Champ-Ecole Paysan (CEP), le champ est la classe et fournit la majorité des supports didactiques que constituent les plantes, les insectes, les problèmes réels. L'enseignement porte sur des thèmes pratiques issus de la préoccupation de l'agriculteur ou de la communauté. Le technicien qui accompagne ce processus est un **facilitateur** et non un « enseignant ». Il assure un appui technique à un groupe de 25 producteurs/paysans qui se retrouvent une fois par semaine pendant une campagne entière de production agricole, pour étudier le « comment et le pourquoi » à partir d'observations, d'expérimentations, de présentations, et de discussions. Cette approche promeut la compréhension de l'agro écosystème par l'agriculteur à partir des mécanismes économique, écologique et social; et la prise de décision en connaissance de causes.

Les agriculteurs sont, ainsi, plus à l'aise dans le champ que dans une salle de classe. Il s'agit d'un enseignement basé sur les échanges d'expériences entre producteurs et facilitateurs tout au long d'un cycle cultural, ce qui permet au producteur de faire valoir ses connaissances mais aussi de découvrir d'autres aspects liés à la gestion des cultures.



Source : GIPD

Dessin : Formation dans un champ-école paysans

Au terme de la formation le producteur a une connaissance des statuts des insectes, de leurs cycles biologiques, de l'écologie des insectes ravageurs et de leurs ennemis naturels, une réduction de l'utilisation des pesticides, une connaissance des produits insecticides non chimiques et une capacité de les préparer. Le respect de bonnes pratiques culturales améliore significativement les rendements. Le cadre des champs-écoles renforce aussi les relations entre les producteurs grâce aux nombreux exercices de dynamique de groupe. On se rend compte qu'avec un appui technique des agriculteurs à travers les CEP, on est en mesure de réduire l'utilisation des pesticides et de disposer de produits sans résidus de pesticides. Les nombreux producteurs formés à travers le Sénégal se sont organisés en réseau et ont adapté leur production pour mieux faire face à la demande des consommateurs.

Makhfousse Sarr GIPD/CEP FAO Senegal
sarrmakh12@yahoo.fr

Introduction du SRI dans l'Etat du Rakhine du Nord (NRS) au Myanmar : Un long processus pour une bonne diffusion et un grand impact sur la production de riz paddy local

Pierre Ferrand, U Hla Min

Photo : SWISSAID

Paysans initiés aux techniques de repiquage du SRI

Présent dans les trois communes de Maungdaw, Buthidaung et Rathedaung du Northern Rakhine State (NRS) de 1996 à 2010, le Groupe de Réflexion et d'Echange Technologique (GRET) a mis en œuvre des projets destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la promotion de techniques innovantes pouvant redynamiser les systèmes de production agricole et redorer le quotidien des populations rurales vulnérables. A partir de 2004, l'ONG française a appuyé l'introduction et la diffusion de la méthode SRI, qui, au bout de 4 ans d'appui, a atteint une masse critique et la possibilité de s'auto-diffuser. Une telle pratique s'est traduite par une profonde amélioration de la production de riz paddy au niveau des ménages.

Un contexte très spécifique et hautement adapté à la diffusion de la méthode SRI

Le NRS est l'une des zones les plus peuplées du Myanmar[1] représentant environ 800 000 habitants. Situé sur la côte ouest du Myanmar, à la frontière avec le Bangladesh, il reste l'une des parties les moins développées du pays et souffre de plusieurs difficultés telles que de faibles revenus, la pauvreté, la malnutrition, une forte densité de population et de mauvaises infrastructures. Il n'est plus possible d'étendre les terres cultivables. Une grande partie de la population est constituée de petits exploitants agricoles (ou de paysans sans terre) qui peuvent à peine couvrir la sécurité alimentaire du ménage. En général, les agriculteurs sont bons en gestion des récoltes, mais ils n'ont presque pas d'accès aux nouvelles pratiques et technologies améliorées. L'évaluation de terrain a révélé que certaines pratiques agronomiques en matière de riziculture devraient être améliorées ou modifiées ; il s'agit entre autres de la transplantation en profondeur, du nombre élevé de semis par poquet, de la lutte antiparasitaire, de la gestion efficiente de la fertilité des sols, etc... Enfin, il faut ajouter la difficulté à se procurer des intrants agricoles tels que des semences et engrais de qualité, en raison de l'éloignement de la région de la partie continentale du pays.

Le SRI s'est avéré une excellente opportunité pour les agriculteurs du NRS. En introduisant le SRI, le GRET visait essentiel-

1 Dans le NRS, la densité moyenne de population est d'environ 185 habitants au km² alors que la densité de population au niveau national est de 68 habitants au km²

Photo : continents insolites

Moisson du riz dans une exploitation familiale.

lement à accroître la production rizicole, avec comme cible principale de son appui les ménages paysans les plus vulnérables.

De l'introduction timide de la méthode à l'établissement d'une masse critique de producteurs SRI

En 2004-2005, le GRET s'est concentré sur l'introduction de la nouvelle pratique en comptant sur l'appui profond et le suivi de l'équipe du projet avec la mise en place de parcelles de démonstration, des expérimentations en plein champ au niveau des parcelles des paysans et un mécanisme de prime d'encouragement/rémunération (en espèces). Il fallait convaincre les agriculteurs à propos du SRI et augmenter le nombre de participants aux activités d'Expérimentation menée par les agriculteurs (EMA) du SRI et mises en œuvre par le projet.

A partir de la saison des pluies 2006, la stratégie de diffusion de la méthode SRI a été réorientée en tenant compte du fait que, bien que les agriculteurs aient été plus ou moins convaincus par la technique, la superficie totale emblavée sous pratique SRI était restée faible. L'on s'est ensuite tourné vers davantage d'appui technique et de mise à disposition d'équipements agricoles adaptés. Les Paysans Animateurs (PA) ont été exposés aux deux objectifs d'augmentation du nombre d'agriculteurs à qui la méthode SRI a été présentée et de promotion des bonnes capacités techniques auprès des agriculteurs clés du terroir. Six (6) rencontres techniques ont été organisées par saison. Elles ont porté sur les thématiques suivantes : concept SRI, étapes de la transplantation, 1er désherbage, dernier désherbage, floraison (avec lutte antiparasitaire), récolte (et estimation du rendement).

Enfin et surtout, l'on a trouvé que la disponibilité et le prix de la *désherbeuse rotative en fer*[2] promue par le projet a constitué la plus grande contrainte à une large diffusion de la méthode SRI et à l'augmentation de la superficie totale. En 2007, le GRET a conçu une nouvelle ***désherbeuse***, plus légère et techniquement adaptée aux conditions des exploitations du NRS et d'un coût plus abordable pour les paysans (environ 6 dollars US au lieu de 18 dollars).

Après quatre ans de mise en œuvre de l'activité, l'observation directe au niveau du village a montré une large adoption de la pratique dans les parcelles agricoles. Pendant ce temps, le GRET a impliqué plus de 5.700 agriculteurs directement dans les activités liées à la pratique SRI dans la riziculture pluviale et de contre-saison. Une petite évaluation menée par le personnel du projet suite à la saison 2008 de contre-saison du paddy dans 36 périmètres villageois des cantons de Maungdaw et de Buthidaung a révélé que 18 % des agriculteurs qui y ont pris part ont utilisé la méthode SRI sur 9,3 % de la superficie totale emblavée.

2 Outil mécanique agricole facilitant le désherbage par une coupe des mauvaises herbes et en les enfouissant dans le sol qu'elles aèrent ainsi ; l'outil est hautement apprécié des agriculteurs afin d'améliorer profondément l'efficacité de la lutte contre les mauvaises herbes et la gestion des cultures

Résultats, impacts et enseignements tirés de la diffusion de la méthode SRI...

La méthode SRI s'est avérée une technique particulièrement efficiente pour accroître la production de riz paddy dans la région, avec une augmentation de plus d'une tonne/ha en moyenne par rapport aux pratiques traditionnelles des agriculteurs[3]. Cette augmentation était d'environ 700 kg/ha au début de l'activité en 2005 et a atteint près de 1,4 t/ha en 2007, surtout en raison d'une meilleure capacité des agriculteurs à maîtriser la technique. La technique s'est également avérée reproductible selon les résultats obtenus au cours des années et à divers endroits. La diffusion et l'adoption rapide de la technique par les agriculteurs étaient fortement liées au contexte spécifique du NRS, au niveau d'intensification de l'agriculture (en particulier s'agissant de la main-d'œuvre) et la situation des petites propriétés.

Partant de l'expérience acquise à travers le projet du NRS, le GRET a eu l'intime conviction que l'introduction de la méthode SRI dans d'autres régions du pays telles que le delta de l'Ayeyarwaddy serait un moyen important d'appuyer la revitalisation de l'agriculture notamment après les dommages considérables provoqués par le passage du cyclone Nargis en 2008.

Pierre Ferrand, U Hla Min
GRET
www.gret.org

3 Sur la base du recueil de données du projet à propos des agriculteurs impliqués dans l'activité rizicole appuyée par le GRET de 2005 à 2007

Promotion des principes du SRI pour redynamiser la riziculture dans le delta de l'Ayeyarwaddy

Photo : Odyssée Néozelandaise

Scène de moisson

Sensibilisation et introduction de la méthode

S'inspirant de l'expérience du projet du NRS, le GRET décide d'introduire quelques principes pertinents du SRI dans le delta de l'Ayeyarwaddy (canton de Bogale, Myanmar).

C'est durant la saison estivale de 2008 que la méthode SRI a été testée pour la première fois dans la région. En introduisant le SRI, le GRET visait essentiellement à changer certaines mauvaises pratiques observées dans la gestion des cultures de riz et à offrir de meilleures opportunités dans la production rizicole aux paysans après le passage meurtrier du cyclone Nargis qui a mis à genou l'agriculture de cette zone longtemps considérée comme le grenier à riz du Myanmar.

L'expérience s'est d'abord appuyée sur des parcelles de démonstration et des agriculteurs de référence, ensuite sur l'approche Groupement de Vulgarisation Paysan pour disséminer la méthode. Les réunions de sensibilisation avec les agriculteurs ont permis de discuter des principes de la méthode SRI et de ses possibilités à venir en appoint à la production de semences de qualité. Des principes importants du SRI ont été sélectionnés en vue de leur démonstration et de leur adaptation aux pratiques locales. Parmi les pratiques courantes sélectionnées, on peut notamment citer le désherbage précoce et la culture intercalaire à l'aide de désherbeuses $$ (10 à 15 jours après les semis pour le riz semé en direct [sans repiquage], 10 jours après transplantation du riz) et à 7 jours d'intervalle, transplantation de jeunes plants (<20 jours après semis), grattage, peu de plants par poquet.

Des résultats encourageants

Les données relatives aux récoltes des premières années de mise en place de la méthode SRI ont fait état de réelles performances du SRI par rapport aux pratiques conventionnelles.

Sur la base des comparaisons faites à partir de 2 variétés locales de grande qualité et 2 variétés améliorées à rendement élevé, on a constaté que les variétés améliorées ont mieux réagi à la méthode SRI avec une augmentation moyenne de 19 % (+ 750 kg/ha) comparativement aux pratiques traditionnelles, alors que les variétés locales ont présenté une augmentation moyenne de 17 % (+ 450 kg/ha). Les densités de semis dans toutes les parcelles de démonstration ont été considérablement plus faibles que celles des méthodes conventionnelles (moyenne de 115 kg/ha dans les parcelles de démonstration alors que les agriculteurs utilisent généralement jusqu'à 310 kg/ha en riz de contre-saison).

La méthode SRI s'est avérée un outil efficace dans la reproduction végétale et la multiplication de semences, permettant ainsi la production de semences de qualité. Le bon prix de vente des semences qui couvre largement le coût de production (et la main-d'œuvre rémunérée) soutient très fortement cette activité. C'est ainsi par exemple qu'en 2010, les producteurs de semences ont pu augmenter leur revenu de 40 % en moyenne à l'aide de la méthode SRI. Le meilleur rendement obtenu a aussi permis d'assurer une bonne promotion de cette méthode novatrice.

Pierre Ferrand, U Hla Min, GRET
www.gret.org

Le Système de Riziculture Intensive (SRI), une réponse aux changements climatiques des producteurs de la Région de Fatick.

Amadou Baldé

Photo : PAPIL Fatick

Périmètre rizicole dans la région de Fatick.

La région de Fatick, au Centre-Ouest du Sénégal, est riche d'une longue tradition rizicole. Cette activité, souvent pratiquée dans les bas fonds, est, cependant, fortement menacée par les effets des changements climatiques, notamment, la sécheresse et la salinisation des terres. Pour combattre ces phénomènes et redynamiser la culture du riz dans la région, le Projet d'appui à la petite irrigation locale (PAPIL) initie, depuis quelques années, les producteurs aux principes du SRI. Les succès enregistrés ont suscité l'intérêt de bon nombre de paysans qui, de plus en plus, adoptent la nouvelle méthode.

Un potentiel agricole durement éprouvé par les aléas climatiques

La région de Fatick couvre 8 675 Km² avec une superficie agricole utile estimée à 395 400 Ha ; les terres salées (tannes) représentent le tiers de la superficie régionale. L'une des principales activités des populations reste l'agriculture qui est essentiellement pluviale et donc soumise, par conséquent, aux aléas climatiques. La région a connu des périodes favorables à cette activité jusqu'aux années 1970 durant lesquelles on a noté un début de déficit pluviométrique important avec comme conséquence, une remontée du sel dans plusieurs vallées sur lesquelles se pratique la riziculture. Le riz ayant une place de choix dans l'alimentation des populations, le déficit de l'offre par rapport à la demande est résorbé par des importations, de plus en plus, importantes.

La problématique de la production de riz se résume ainsi à l'interaction des contraintes étroitement liées aux changements climatiques que sont le déficit hydrique, la salinisation et l'acidification des terres de culture. Les principales origines de ces contraintes sont : la sécheresse, l'évaporation très élevée, la déforestation, la topographie et la relative proximité de la mer.

La salinisation, la dégradation et l'appauvrissement des sols ont rendu vulnérables les écosystèmes, affecté négativement les activités agricoles de manière générale et particulièrement la culture du riz et contribué fortement à l'appauvrissement des populations. Face à cette situation, il devient urgent d'apporter une réponse au plus haut niveau et des changements d'attitudes et de comportements à tous les niveaux et particulièrement au niveau local.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement du Sénégal, a adopté une politique de maîtrise de l'eau basée sur une gestion durable des ressources et selon le principe de Gestion Intégrée des Ressources en Eaux (GIRE). Le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL) a été conçu pour contribuer à la mise en œuvre de cette politique. Il est un projet de lutte contre la pauvreté en milieu rural et contre l'insécurité alimentaire et vise à développer la Petite Irrigation à l'échelle locale.

Les axes d'intervention du PAPIL

Le PAPIL intervient dans la région de Fatick depuis 2006, Il vise essentiellement à récupérer les terres salées et à protéger les terres menacées par la salinisation et accompagne les populations dans leur valorisation en tenant compte des expériences passées.

Le PAPIL a ainsi mis en place une dizaine d'ouvrages qui ont permis entre autres de récupérer plus de 2000 ha de terres salées.

La valorisation de ces terres récupérées qui a nécessité des changements de comportements et de modes de production a orienté les populations agriculteurs appuyées par le PAPIL vers le Système de Riziculture Intensive (SRI)

Conscient des potentialités du système SRI et de la nécessité d'une valorisation optimale des ouvrages mis en place pour récupérer ou protéger les terres de culture de la salinisation, le PAPIL a très tôt vulgarisé la méthode SRI au niveau des différentes vallées dans la région de Fatick.

Pour cela, les actions suivantes ont été réalisées :

- La maîtrise du SRI par le personnel de l'Antenne du PAPIL suite à un atelier organisé sur le thème ;
- Le renforcement de capacités des producteurs ayant adhéré à la méthode de production SRI ;
- L'appui des agriculteurs dans le labour, l'aménagement des parcelles et l'obtention de semences ;
- Un suivi rapproché des producteurs et des parcelles pour le respect des itinéraires techniques. Ce suivi a été réalisé dans le cadre du protocole de partenariat avec l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR).

Dissémination du SRI : des succès indéniables

Le SRI, comme nouvelle technologie de production de riz est mis en démonstration sur certaines vallées de la région de Fatick en comparaison avec des parcelles témoins.

Photo : PAPIL Fatick

Femmes dans un champ SRI à Fatick.

Le tableau ci-après résume les résultats obtenus.

Communauté Rurale	Vallée	Superficie SRI (ha)	Rendement agronomique moyen (ha)	
			SRI	Témoins
DIARRERE	Bicole	0,25	3	1,2
Diouroup	Fayil	0,75	3,5	2,1
Toubacouta	Keur A. Guèye	3,8	10,1	3,4
Keur S. diané	Keur T. ngallane	0,75	3,5	1, 32
Keur S. diané	Keur Andallah	0,25	3,25	1,2
Djilas	Nguessine	0,1	5	2, 25
Djirnda	Diamniadio	0,25	4,5	1,8
Total superficie		6,15		

Ce résultat montre que le système de production SRI a permis d'augmenter les rendements de 50 à 100% et souvent plus, avec une réduction de la quantité d'eau, de semences et d'engrais utilisés. Ce qui a fait dire à Wagane faye, producteur de riz de Keur A. Gueye : « Nous avons toujours eu la conviction que l'inondation permanente et les engrais minéraux dont le NPK et l'Urée étaient indispensables pour produire du riz. Voilà que ce nouveau système de production vient nous prouver que, non seulement, il est possible de produire du riz sans engrais minéral mais également que l'on peut multiplier le rendement par 2 ou plus ».

Ce succès enregistré au niveau des vallées a suscité un grand engouement des populations pour ce nouveau système, ce qui a fait passer le nombre de producteurs de 50 en 2012 à 180 pour la campagne 2013 et les superficies de 6,15 ha à 60 ha respectivement pour les mêmes années.

Amadou BALDE
Expert Agronome du PAPIL
amadoudiawando@yahoo.fr

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
http//agridape.leisa.info

Expérimentation de la méthode SRI au Bénin : Des résultats satisfaisants

Pascal Gbénou

Photo : www.sain-benin.org

Ferme SAIN Bénin.

En dépit des énormes potentialités dont dispose le Bénin, la production locale de riz ne couvre que 60 % des besoins du pays. Selon AfricaRice (2011), le taux d'accroissement annuel de la production est de 3,2 % alors que celui de la demande est de 5 %. Les systèmes majeurs de riziculture que sont la riziculture pluviale, la riziculture de bas-fonds et la riziculture irriguée, développés depuis les années 1960, ont véritablement montré leurs limites. Les impératifs de sécurité alimentaire ont alors amené les producteurs à questionner le SRI. Ce système innovant expérimenté au sein de la Ferme-école SAIN de Kakanitchoé et sur le périmètre de Dogba, a convaincu les producteurs.

Des systèmes traditionnels de production peu performants

Au Bénin, les systèmes traditionnels de riziculture sont caractérisés par la faiblesse des rendements (moins de 3 tonnes par ha). Pourtant, du fait de sa position géographique, le pays dispose de réels atouts pouvant contribuer à de meilleurs rendements (pluviométrie abondante, climat tropical propice à la riziculture...). Mais les techniques peu performantes et peu productives qui accompagnent ces systèmes et les difficultés d'accès aux semences de qualité maintiennent la production à des niveaux tellement bas que le pays est obligé de recourir aux importations pour satisfaire une demande nationale en riz en constante hausse. Le défi est, dès lors, de réduire le gap entre les rendements potentiels (7 tonnes) et ceux obtenus par les producteurs (2,5 tonnes/hectare).

Selon Pisani (2010), pour relever ce défi, il est urgent de trouver de nouveaux moyens de produire à la fois plus et mieux, en consommant moins d'eau, moins d'espace, moins d'engrais etc. Pour le CIRAD (2010), il faut avoir l'audace d'inventer une nouvelle agriculture écologiquement intensive.

Un changement de cap est donc nécessaire pour réussir à produire suffisamment de riz afin de couvrir les besoins du pays qui compte actuellement pas moins de 9 millions d'habitants et conserver la biodiversité déjà très éprouvée par l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles.

S'inspirant de l'expérience de Madagascar et de nombreux autres pays d'Afrique et d'Asie, les acteurs rizicoles du Bénin ont alors entrepris de se lancer dans l'évaluation des performances du SRI, un système connu pour ses grandes performances productives et son impact négligeable sur l'environnement.

La Ferme-école SAIN (Solidarités agricoles intégrées) de Kakanitchoé, un village de la commune d'Adjohoun, au Sud-Est du Bénin (Ouémé Plateau) fait office de pionner dans l'expérimentation de ce système rizicole innovant.

Evaluation des performances du SRI

Véritable laboratoire d'innovations et centre de formation, la ferme école SAIN de Kakanitchoé a joué un rôle majeur dans l'introduction du SRI au Bénin. Le souci constant d'innover et de trouver des méthodes de production plus efficientes a amené les promoteurs de cette ferme école à réfléchir aux moyens d'infléchir la tendance à la dégradation des ressources naturelles et à la baisse de la productivité rizicole. C'est ainsi qu'avec l'appui de l'Union Régionale des Riziculteurs de Ouémé-Plateau (URIZOP) membre du Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin (CCR-B), ils décident d'expérimenter la méthode SRI afin d'étudier son adaptabilité au contexte local. Cette décision traduit une volonté de ceux-ci de trouver un système performant d'amélioration de la productivité et de la production du riz au Bénin.

L'expérience a été conduite par les producteurs en plusieurs étapes.

D'abord, cela a commencé sur le site de Kakanitchoé au sein de la ferme-école SAIN en 2009 essentiellement sur des sols de plateaux. A ce niveau plusieurs variables ont été testées : l'impact de l'utilisation de la sarcleuse mécanique sur le rendement et la demande en main d'œuvre, l'impact de l'âge des plants et de la densité de repiquage sur le rendement, l'impact de l'apport ou non du compost sur le rendement. Ces essais ont porté sur 28 parcelles dont la moitié en SRI et la seconde moitié en riziculture conventionnelle.

Ensuite, l'expérimentation s'est poursuivie sur le site de Dogba, qui est une plaine inondable, dont la fertilité naturelle est renouvelée chaque année par le système de crue et décrue (Pélissier 1960). Quatre-vingt-dix (90) riziculteurs ont participé aux essais dont 60% (54 producteurs) ont participé directement aux essais et ont conduit des opérations culturales alors que les 40% restants ont été mobilisés à trois reprises pour suivre l'évolution des cultures et s'imprégner des nouvelles techniques introduites avec le SRI. Ces trois visites de terrain ont été organisées durant les étapes suivantes : le repiquage, le désherbage et la récolte. En vue de faciliter la diffusion de la méthode, 70% des producteurs ayant participé à l'expérimentation sont choisis parmi les membres des conseils d'administration des Organisations Paysannes spécialisées dans la production de riz à différents niveaux (niveaux national, régional, communal et villageois). Cette stratégie a permis de toucher une large gamme de producteurs et de faire connaitre le SRI à un échantillon assez représentatif de la masse des producteurs rizicoles du Bénin. Ces producteurs pourront servir de relais pour la dissémination de la méthode SRI à travers le pays.

Au cours de l'expérimentation, des entretiens individuels et de groupes avec l'ensemble des participants ont permis d'évaluer les performances comparées des méthodes SRI et de la riziculture conventionnelle.

Des résultats concluants

Le bilan de l'expérience a été globalement concluant. Ce bilan, dressé sur la base des observations et des propres conclusions des producteurs confirme tout le bien qu'on dit du SRI. Parmi les résultats obtenus, les plus remarquables sont liés au tallage important, au rendement qui dépasse de loin l'imagination des producteurs, à la durée plus réduite du cycle et à la quantité de semence réduite.

En ce qui concerne le tallage, il a été noté que la moyenne de talles par poquet est de 46 pour le SRI alors qu'elle est seulement de 19 pour les parcelles témoins. En effet, malgré le fait que les parcelles SRI aient utilisé environ 7 fois moins de plants que les parcelles témoins au repiquage, à la récolte le nombre de talles des parcelles SRI est le double de celui des parcelles témoins. Les poquets avec un seul plant pour le SRI ont produit 50% de talles de plus que ceux avec trois plants pour les témoins.

Le SRI a une incidence positive sur la durée du cycle végétatif du riz.

Comme le montre la figure ci-contre, les résultats des différents essais font apparaître une différence statistiquement significative au niveau des cycles végétatifs.

La durée moyenne du cycle végétatif du riz sous le SRI est de 118 jours contre 132 jours pour les parcelles témoins. Ainsi, le SRI raccourcit le cycle végétatif d'environ 14 jours.

Tout comme le tallage et le cycle végétatif, les paramètres de rendement sont aussi positifs pour le SRI. Les rendements obtenus varient entre 537 k et 9256 kg par hectare selon l'utilisation ou non de compost sur le plateau.

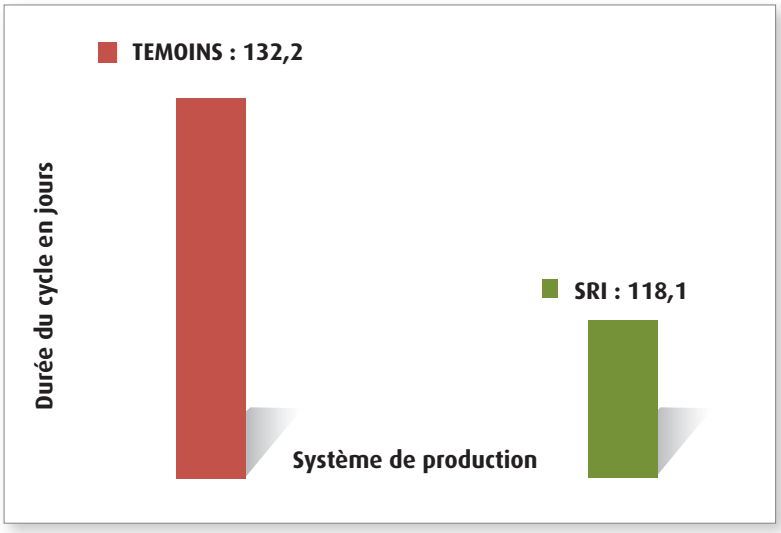
Quatre grands constats émergent : (i) Les parcelles SRI ont donné les meilleurs rendements quels que soient l'écologie et l'apport ou non de compost ; (ii) Les meilleurs rendements sont obtenus des plants les plus jeunes, dans le lot des parcelles SRI, ceux de 8 jours ont donné plus que ceux de 12jours ; (iv) Les meilleurs rendements moyens sont obtenus à Dogba qui est la plaine inondable, zone dans laquelle on n'a pas besoin d'utiliser d'engrais et les plus faibles rendements sont obtenus à Kakanitchoé et surtout sur les parcelles qui n'ont pas reçu d'engrais.

De ces constats, il ressort que la combinaison qui donne le meilleur résultat est : l'âge des plants de 8 jours, un écartement calculé pour éviter la compétition entre les plants dans la recherche de matière organique (densité de semis faible), utilisation de la fumure et de la sarclobineuse.

Le SRI a aussi la particularité de réduire considérablement la quantité de semences utilisées au moment du semis. L'expérience a montré que les parcelles SRI consomment en moyenne 6,9kg de semences par hectare alors que les parcelles témoins en utilisent en moyenne 55,6 kg. Le SRI permet donc d'économiser 87% de semences par rapport à la riziculture conventionnelle.

Pascal GBENOU
Ferme Ecole S. A. IN de Kakanitchoé au Bénin
gbenoup@gmail.com

Tableau : cycles végétatifs comparées entre SRI et systèmes conventionnels



Rwanda : Le SRI transforme les marais

Synthèse de El hadji Malick Cissé

Photo : UCORIRWA

Aménagement d'une parcelle rizicole avant repiquage.

Pays au relief collinaire et enclavé au cœur de l'Afrique centrale, le Rwanda, s'étend sur une superficie de 26 388 km2. Il connait une forte pression sur ses ressources naturelles du fait d'une densité de population très élevée avec en moyenne près de 400 habitants au km², et des pics de 1000 habitants au km² dans certaines régions. Pour nourrir ses 11 millions d'habitants, l'État rwandais s'est résolument engagé dans l'augmentation de sa production et de sa productivité agricole en adoptant, à grande échelle, le SRI dans les zones de marais.

Du fait de son relief naturel collinaire, le Rwanda est fortement exposé à une grave érosion de ses sols. Cette dégradation accélérée de l'environnement naturel rwandais est d'autant plus inquiétante que son économie nationale est très dépendante du secteur agricole. Ce secteur fournit, en effet, de l'emploi à 87% de la population active alors que sa contribution au PIB n'est que de 40 % prouvant ainsi sa faible productivité. Cette faible productivité s'explique principalement par le système de riziculture traditionnel (SRT), mode de production agricole dominant. Ce mode de production est ancien et peu performant. La production varie entre 2 et 3 tonnes de riz/hectare. Ce système est principalement caractérisé, entre autres faiblesses, par le semis à la volée sans espacement entre les grains qui conduit à un taux de perte élevé ; le repiquage de plantules trop âgées et produisant peu de rejets ; le besoin d'une main-d'œuvre nombreuse et le mauvais entretien des aménagements. La conséquence de ce mode de production est une demande élevée en eau (générant souvent des conflits au sein des communautés) et des dommages importants sur l'environnement avec le brûlement des résidus des récoltes et le système de rétention des eaux appliqué qui accélère le phénomène d'érosion.

Face aux périls environnementaux engendrés par le système de riziculture traditionnel (SRT) et pour augmenter de manière conséquente la production de riz, l'Etat rwandais, a initié en partenariat avec les réseaux des paysans riziculteurs structurés autour de l'Union des coopératives du District de Kirehe dans la Province de l'Est du pays, deux projets majeurs. Il s'agit d'une part du Projet d'appui au Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture (PAPSTA) et d'autre part du Projet de gestion communautaire des bassins versants de la région de Kirehe (KWAMP). Les bassins versants constituent la zone d'intervention idéale des deux projets puisque leur mise en œuvre devrait également permettre de lutter efficacement contre la dégradation accélérée des sols et le ralentissement de l'érosion. Conscients que le succès de l'initiative passe par une mobilisation des populations, les initiateurs ont placé la participation paysanne dans chaque bassin versant au cœur du processus de transformation.

La SRI pour booster la production

L'introduction et l'application à grande échelle du SRI dans les zones PAPSTA et KWAMP a été possibles grâce aux réseaux des paysans riziculteurs structurés autour des Union des rizicoles de zones et des coopératives membres de l'Union. Pour chaque coopérative, des animateurs ont été sélectionnés parmi les membres de

la communauté. Il s'agit, en général, des membres les plus compétents et les plus motivés. Ils bénéficient d'une solide formation faisant d'eux des relais formateurs aptes à transmettre aux autres membres de leur communauté les connaissances sur le SRI de la manière la plus efficace possible.

Le système de formation de formateurs est assuré directement par les techniciens des coopératives qui ont des compétences techniques éprouvées puisqu'ils ont subi, eux aussi, une formation approfondie sur le SRI à Kigali (la capitale).

La formation des riziculteurs est axée sur les spécificités techniques du SRI, sur la préparation des semences, la préparation des rizières, le semis, le repiquage, la gestion de l'eau, le sarclage hebdomadaire, l'épandage des engrais, la lutte contre les maladies et les ravageuses (insectes, mauvaises herbes) et la récolte. En combinant ces différentes techniques, le système de riziculture intensive permet aux riziculteurs rwandais de produire de manière durable, intensive et à moindre coût.

Avec la maitrise et l'application de ces différentes techniques culturales complémentaires, il a été constaté une productivité supérieure avoisinant les 6 à 8 tonnes par hectare, contre 2 à 3 tonnes dans le système traditionnel de riziculture.

Pour faciliter la dissémination du SRI, des compétitions entre les riziculteurs sont organisées par le réseau. Les meilleurs sont sélectionnés par un jury indépendant (composé de techniciens, de membres de l'administration locale et du réseau des coopératives). Les vainqueurs bénéficient de prix et cela valorise et légitimise le réseau auprès des riziculteurs et des différents partenaires. Ainsi, le réseau rizicole constitue le principal canal de dissémination des connaissances sur le SRI pour sa réplication dans les bassins versants. En cela, il constitue un système de formation décentralisé de type communautaire dans le lequel le riziculteur joue un rôle-clé.

Des transformations positives

La mise en œuvre du SRI à *travers* le réseau rizicole a engendré des transformations positives dans le District de Kerehe notamment au niveau des bassins versants aux plans économique, social et environnemental.

D'abord, le SRI a permis une intensification de la production rizicole avec une hausse des rendements de plus de 50%, passant de 2-3 tonnes (SRT) à 6-8 tonnes par hectare (SRI). Cette hausse a ainsi permis d'augmenter la disponibilité du riz au niveau local, rendant son prix plus attractif pour les ménages, et une hausse des revenus disponibles pour les riziculteurs, améliorant d'autant leurs conditions de vie (éducation des enfants, augmentation de l'épargne, mutuelle de santé...).

Il a été aussi constaté le renforcement de la structure organisationnelle du réseau rizicole grâce au financement de l'Union des coopératives rizicoles par les projets PAPSTA-KWAMP. De plus, le réseau facilite le partage de connaissances et d''informations. La cohésion communautaire au sein des marais s'est raffermie.

Au plan environnemental, on note une meilleure gestion de l'eau dans les marais grâce à une consommation hydrique réduite. Mieux, la mise en place de systèmes d'irrigation plus sophistiqués a permis de réduire l'érosion des sols et une diminution des conflits dans les communautés grâce à une meilleure maitrise de l'eau.

Enfin, le renforcement du réseau rizicole facilite désormais le travail de l'administration locale, par exemple, avec l'implication des animateurs qui appuient les services de l'état dans leur travail, notamment la collecte des cotisations de santé.

Ces impacts positifs ont été obtenus grâce à la volonté exprimée, au plus au niveau politique de l'État rwandais, faisant du riz une culture prioritaire. Ensuite, le rôle joué par le réseau rizicole dans la dissémination des connaissances a permis de renforcer les capacités des riziculteurs traditionnels qui ont ainsi pu passer progressivement du SRT au SRI.

Photo : www.orinfor.gov.rw

Visite dans un champ-école au Rwanda

Généralisation du SRI : les défis à relever

En dépit des résultats prometteurs et probants obtenus avec l'introduction du SRI, il reste plusieurs défis à relever. Il s'agit d'atténuer la relative résistance au changement chez certains riziculteurs traditionnels pouvant entamer la motivation des autres riziculteurs. Le renforcement des capacités des riziculteurs, pour un meilleur entretien des marais aménagés, et l'amélioration de la sélection des semences, pour qu'elles soient plus adaptées aux conditions culturales et climatiques locales, sont également des aspects importants pour la généralisation du SRI

Enfin, le développement des capacités organisationnelles et de commercialisation des riziculteurs autour d'une chaîne pour la collecte et la vente en gros du riz produit permettra de mieux valoriser leurs productions et de pérenniser la pratique du SRI dans les marais du Rwanda.

Source : (Rapport) Le réseau rizicole au cœur de la réplication du SRI dans les bassins versants. (Ministère de l'Agriculture et de Ressources Animales du Rwanda (MINAGRI), septembre 2012

Synthèse de El hadji Malick Cissé
assmalick64@gmail.com

Intensification rizicole à Madagascar : Les défis de la diffusion à grande échelle du SRI.

Rijaharilala RAZAFIMANANTSOA

Photo : Massonnet

Récolte du riz à Madagascar.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Madagascar est loin d'être le champion mondial du SRI, appelé aussi «Malagasy Rice System ». Ce système innovant de production rizicole connu pour sa forte productivité et ses faibles impacts sur l'environnement peine à s'imposer dans les habitudes culturales des paysans malgaches même si l'île en est incontestablement le berceau. L'adoption généralisée du SRI bute encore sur de nombreux obstacles à la fois politiques, économiques et socioculturels. La mise à l'échelle du SRI, pour être efficace, doit reposer sur l'amélioration de l'environnement de toute la filière riz et la mise en œuvre d'une stratégie de diffusion adaptée.

Le riz représente 70% de la production agricole totale de Madagascar. Il constitue l'aliment de base pour la grande majorité des malgaches. Il conserve une valeur symbolique très forte qui limite la portée des produits de substitution. La production nationale reste, cependant, insuffisante pour satisfaire les besoins d'une population en constante augmentation (le taux de croissance annuel de la population est de 3 %). En effet, depuis les années 80, la croissance annuelle de la production rizicole tourne autour de 1,5% et les rendements moyens restent souvent inférieurs à 3 tonnes à l'hectare. Une telle stagnation de la production a conduit le pays à importer chaque année entre 5 et 10 % de la consommation nationale.

La persistance des systèmes de production basés sur des techniques archaïques et peu performantes explique, en partie, cette stagnation du rendement rizicole. Mais compte tenu de la place importante que joue le riz dans la culture malgache, de sa permanence dans les habitudes alimentaires et du rôle primordial qu'il pourrait jouer dans le combat mené pour asseoir une sécurité alimentaire durable dans la grande île, certains acteurs (Association Tefy Saina et le Groupement SRI Madagascar, GSRI) tentent de vulgariser et de mettre à l'échelle le Système de Riziculture Intensive (SRI). Grâce à leurs actions, l'approche SRI gagne du terrain, chaque année, à Madagascar.

Sur la base d'une étude faite par le GSRI, les superficies emblavées en SRI étaient de 10800 ha au cours de la saison 2008-2009. Elles passent à 56000 ha la saison agricole suivante pour 180000 paysans ayant adopté la pratique. Cependant, même si l'évolution a été rapide, le SRI a encore d'énormes marges à franchir avant de gagner tout le pays. En effet, si on considère les 1 060 000 ha de surface rizicole de Madagascar, le SRI n'occupe qu'environ 6% de cette superficie. Le nombre de pratiquants du SRI (180000) représente à peine 9% des riziculteurs du pays. Par ailleurs, ces chiffres cachent de grandes disparités régionales puisque la seule région de la Haute Matsiatra concentre à elle seule 44 % des superficies totales emblavées avec la méthode SRI et 58% des paysans pratiquant le SRI.

Les actions des promoteurs du SRI se heurtent souvent à des écueils socio-économiques et politiques qui entravent la diffusion de cette pratique à plus grande échelle.

Promotion des techniques SRI: Des obstacles multi-formes

Au plan politique, Madagascar a mis beaucoup de temps à se doter d'instruments capables d'accompagner durablement la vulgarisation à grande échelle d'une innovation telle que le SRI. La stratégie nationale de développement rizicole (SNDR), malgré ses ambitions de vulgariser le SRI et d'accompagner les producteurs dans le renforcement de leurs moyens de production, n'a pas encore donné les preuves de son efficacité sur le terrain.

Par ailleurs, il n'existe pas une réelle stratégie, un système de collecte et d'enregistrement des données sur le développement du SRI à Madagascar. Le travail de capitalisation est nécessaire pour recenser les acteurs SRI, les pratiques, les approches, les contraintes rencontrées et les solutions adoptées afin de mettre en place une base de données pouvant servir de référentiel pour les acteurs SRI.

L'adoption du SRI va avec la maîtrise d'un certain nombre d'outils techniques. Le système requiert aussi des intrants

particuliers (semences adaptées, fertilisants organiques...) et une maîtrise de l'eau qui ne sont pas forcément à la portée de tous les paysans. L'insécurité foncière, l'accès aux crédits sont aussi des facteurs qui bloquent le processus d'intensification agricole à Madagascar.

Aussi, traditionnellement, les paysans malgaches sont très réticents au changement. Les changements importants qui s'opèrent sur le milieu rural ne motivent pas facilement les paysans. Le processus de changement suppose qu'ils voient clairement les opportunités et la nécessité d'adopter une nouvelle technique. Le paysan reste routinier dans ses pratiques, sa mentalité n'évolue qu'au rythme des générations successives, malgré les opportunités offertes par l'intensification agricole. «Il faut au minimum 10 ans, au mieux 20 ans, pour qu'une culture nouvelle, une variété nouvelle, une méthode nouvelle de culture puissent être considérées comme ayant fait leurs preuves » (Henri de LAULANIE 2003)

L'absence de coordination entre les acteurs dans la diffusion du SRI pose également problème. Ces acteurs travaillent souvent dans l'isolement le plus total, ce qui limite la portée de leurs actions de promotion de la technique.

Amélioration de l'environnement de la filière riz, un préalable à une large adoption du SRI!

L'adoption de l'intensification rizicole repose sur l'amélioration des divers éléments en amont et en aval de la filière riz.

En amont, le régime foncier joue un rôle fondamental sur la prospérité de l'agriculture. La précarité des situations foncières empêche les producteurs ruraux d'investir dans l'intensification agricole. La mise en œuvre de la réforme foncière est indispensable pour sécuriser les producteurs. La sécurisation foncière peut s'améliorer à travers la continuité de la politique sur la mise en place des guichets fonciers. Le guichet foncier informe le public sur les procédures à suivre pour l'obtention de certificats fonciers. Il se charge de traiter les dossiers relatifs à la demande de certificat foncier et effectue aussi la conservation des archives foncières. Il peut jouer le rôle de médiation dans la résolution des litiges et conflits fonciers.

L'accès au crédit agricole constitue un préalable indispensable pour permettre le passage d'une agriculture traditionnelle à une agriculture intensive. La mise en œuvre de cette transition requiert des financements que l'Etat malgache n'a pas forcément mais qu'il peut trouver auprès des bailleurs et de ses partenaires financiers traditionnels.

La maîtrise de l'eau est aussi un des principes de base du SRI. L'investissement dans l'aménagement et la réhabilitation des infrastructures hydro agricoles s'inscrit comme une solution face aux contraintes relatives à la maîtrise de l'eau.

Afin de faciliter l'accès des producteurs aux intrants, il faut améliorer à la fois la disponibilité et l'approvisionnement en intrants. Il faut appuyer les organismes de recherche comme le FOFIFA et FIFAMANOR dans la production de nouvelles variétés de semences adaptées à la fois aux conditions climatiques et répondant aux besoins des consommateurs locaux. Il faut augmenter aussi la capacité de production des centres multiplicateurs de semences afin d'éviter la rupture de stock au niveau des distributeurs (entreprise, particulier,).

Il faut développer un système d'encadrement de proximité des paysans et les amener à se regrouper dans le cadre d'organisations et d'associations plus aptes à défendre leurs intérêts.

En aval de la filière, l'environnement économique constitue un des facteurs qui empêche l'épanouissement de la riziculture, en général. La simplification des réseaux de commercialisation doit passer par la réduction du nombre de catégories d'intermédiaires qui garantit aux producteurs des revenus plus élevés.

Les collecteurs ne sont pas nécessairement honnêtes et peuvent tromper les paysans analphabètes dans l'opération des poids. Souvent les organismes d'encadrement se heurtent à la logique des prix, ils se demandent pourquoi encourager à produire plus, s'il faut vendre à bas prix.

La commercialisation de la récolte repose à la fois sur les circuits de commercialisation ainsi que sur l'accès au réseau routier. La déficience du réseau de communication porte préjudice à la commercialisation des produits agricoles. Cette situation profite aux intermédiaires. L'amélioration de l'accès au réseau routier facilite l'accès au marché pour l'écoulement de la production et l'approvisionnement en intrants et réduit la variabilité des prix. Le réseau routier comme les pistes rurales permettent le fonctionnement du mécanisme autorégulateur du marché à travers une libre circulation des biens et autres facteurs de production. La construction et la réhabilitation des infrastructures routières sont indispensables pour permettre une meilleure compétitivité des produits agricoles.

Nécessité d'une stratégie nationale de diffusion adaptée !

Outre l'amélioration de l'environnement de la filière riz, la vulgarisation du SRI doit reposer sur une bonne politique d'information et de communication. D'une logique de vulgarisation « top down », on doit passer à une approche « bottom up » qui place les paysans au cœur du processus de communication.

Cette nécessaire réorientation de la communication nationale sur le SRI a heureusement été comprise par les autorités malgaches qui, dans le cadre de la SNDR, ont mis en place une stratégie nationale de diffusion du SRI. Dans cette nouvelle stratégie, le paysan n'est plus « simple acteur » auquel on demande d'adopter une pratique donnée. Il devient ainsi, le moteur du développement du système. Aussi, plus question d'un simple partage des informations, il faudrait aller vers une vraie gestion des connaissances sur le SRI. Les expériences SRI, ayant donné des résultats probants, sont nombreux à travers le pays. A l'instar d'autres pays, la recherche doit s'organiser vers la capitalisation, la valorisation et le partage des résultats de ces expériences.

L'appui des médias permettrait une large diffusion et une meilleure connaissance du SRI qui se trouve être un bel exemple de stratégie d'adaptation aux changements climatiques et à la sécheresse. L'implication de ces médias pourrait également renforcer le sentiment de fierté nationale lorsque les paysans seront plus conscients de l'apport exceptionnel de leur pays dans la révolution des systèmes de riziculture (le SRI qui est aujourd'hui adopté par presque tous les pays rizicoles du monde est née à Madagascar).

L'Etat doit, davantage, appuyer les efforts du GSRI et de l'association Tefy Saina. Ces plateformes d'acteurs SRI, mènent depuis des années des actions destinées à renforcer la connaissance et l'appropriation du SRI par les paysans malgaches. En affirmant une volonté politique plus forte, l'Etat pourrait établir une relation de confiance réciproque avec tous les acteurs. C'est seulement dans ces conditions que le SRI pourrait trouver de réelles chances d'essaimer et d'aider Madagascar à relever le défi de la sécurité alimentaire qui taraude encore les dirigeants du pays.

Rijaharilala RAZAFIMANANTSOA
Membre du Secrétariat du GSRI (Groupement SRI Madagascar)
rijaharilala@gmail.com

Dissémination du SRI à Madagascar : les raisons de l'insuccès !

Victor Randriana

Photo : Massonnet

Scène de battage du riz à Madagascar.

Le Système de Riziculture Intensive (SRI) à été découvert par un prêtre jésuite, Henri de Laulanié à Madagascar dans la Région d'Antsirabe dans un Centre d'Apprentissage de Jeunes Ruraux dans les années 80. Un heureux hasard a voulu qu'il constate avec ses élèves que des plants de riz repiqués, après 15 jours, produisaient des tallages importants avec parfois 20 épis par pied ; ce qui est largement au dessus de la moyenne habituelle. Depuis, la recherche s'est approfondie pour accroitre les niveaux de production du SRI (des records de tallage observés dans certaines zones avec entre 60 à 80 pieds voire 120 parfois). Mais malgré ses grandes performances en termes de productivité, la pratique du SRI reste encore le fait d'une petite minorité à Madagascar.

Les avantages du SRI

Le SRI repose essentiellement sur une fertilisation et des traitements phytosanitaires biologiques. Il est basé sur l'espacement optimisé des plants de riz, l'utilisation de faibles quantités de semences. Le repiquage espacé par brin et en lignes croisées diminue la quantité de semences car on n'a besoin que 5 – 6 kg par ha au moment où la riziculture traditionnelle utilise près de 70 kg de semences environ.

L'alternance de périodes d'inondation (irrigation optimisée) et de périodes de détrempage des rizières est une innovation qui a permis de constater que, contrairement à la croyance populaire qui veut que le riz soit une plante aquatique, les plants de riz ne croissent pas aisément en milieu aquatique. Cette innovation permet d'économiser ainsi l'eau au cours des différentes étapes de la production. L'eau devient moins souvent l'objet de disputes entre les riziculteurs voisins. Pour optimiser les ressources hydriques, une rotation d'eau est possible pour les rizières d'un même bassin versant.

En outre, le SRI s'adapte parfaitement aux conditions physiques les plus difficiles. Il peut s'appliquer sans problème dans les étroites rizières des hautes terres de Madagascar. L'aménagement de nouvelles rizières demande un investissement considérable et des moyens colossaux que les petits paysans n'ont pas. Ils se contentent parfois de petites parcelles rizicoles héritées des parents et qui se transmettent de génération en génération.

L'adoption du SRI a aussi des répercussions positives sur la quantité de main d'œuvre nécessaire pour l'entretien de la rizière. Par exemple, Le nombre des femmes repiqueuses nécessaires à l'ha diminuent car si 12 femmes suffisent aujourd'hui pour repiquer 1 ha de rizière, il en fallait 25 auparavant pour le même travail dans les champs emblavés selon les méthodes traditionnelles.

Après un petit investissement sur l'achat d'une ou deux sarcleuses à 3 rangs traînées par des hommes, on peut gagner davantage en journées de main-d'œuvre d'entretien, car le sarclage croisé se fait en 5 jours environ pour un ha.

Une fois que toutes les conditions sont respectées, le SRI permet des rendements de 8 à 9 tonnes de paddy à l'hectare voire 17 à 24 tonnes si les rizières sont entretenues convenablement. Ils disposent d'un stock alimentaire consistant pour une meilleure sécurité alimentaire. La période de soudure s'atténue d'une manière significative avec l'augmentation de la production.

Les rendements considérables obtenus en SRI ne font qu'améliorer la situation socioéconomique des paysans. Et leurs enfants fréquentent l'école en plein temps avec le ventre plein. Avec les revenus issus des produits de vente, les parents prendront en charge les frais de scolarité pour atténuer le taux de perdition scolaire et participeront aux devoirs sociaux de la communauté.

Les revenus des produits de vente de la récolte de plusieurs paysans malgaches vont parfois en priorité à l'achat des bœufs de trait pour les différents travaux agricoles même si le phénomène du vol de bœufs guette leur troupeau. L'importance du troupeau est aussi une marque d'ascension sociale.

Le SRI, encore l'apanage d'une minorité, malgré ses avantages.

Au tout début de la découverte du SRI, l'Etat malgache a vite compris l'avantage qu'il pourrait tirer à vulgariser une telle pratique dans le monde rurale. Dans ce pays où le riz est l'aliment de base de la population et où les importations pour combler le gap de la production grève lourdement le budget national, le SRI permettrait de relever la productivité et amoindrir les dépenses destinées à l'achat de riz à l'étranger. C'est ainsi que la diffusion du SRI sera mise au cœur du Système National de Vulgarisation Agricole mise en œuvre par les autorités de la Grande île. Mais malgré les efforts de l'Etat, les taux de couverture du SRI évoluent très peu. En se référant au dernier recensement agricole (2005), le SRI n'occupait que 0, 23% des 980 000 ha de superficies rizicoles du pays. En dépit de l'absence de données pour suivre l'évolution, les spécialistes qui sillonnent la campagne malgache soutiennent à l'unanimité que le SRI suit une progression trop lente pour soustraire définitivement le pays des importations. Les rares paysans qui se sont appropriés le SRI ont été accompagnés par des ONG nationales ou internationales intervenant parfois dans la relance agricole post catastrophe et mobilisées par des financements extérieurs. Certes, ces ONG avec toutes les latitudes d'intervention et les expériences dont elles disposent en matière de développement rural, ont beaucoup fait pour promouvoir le SRI, mais leurs actions ne couvrent qu'une infime partie du territoire. L'Etat est donc obligé de réviser sa politique d'intervention si une sortie de la pauvreté est bien pour lui une priorité.

La voie à suivre

Chaque année, le pays achète à l'étranger 100 000 à 250 000 t de riz pour subvenir à sa consommation. Pour freiner cette hémorragie de devises, le pays n'a besoin de couvrir en SRI que 2 à 5 % de ses superficies agricoles. Pour atteindre une telle couverture, politiciens et décideurs doivent engager une réflexion claire sur la meilleure façon de mettre le SRI à la portée de tous les paysans. N'est-il pas moins onéreux de vulgariser le SRI que de se lancer dans de nouveaux aménagements de superficies rizicoles.

Le SRI fait l'objet de beaucoup de recherches lors de la préparation de mémoire ou de thèse de fin d'études. Ces recherches ne font qu'approuver les recherches fondamentales plus poussées déjà conduites de par le monde, mais rien de concret quant à l'amélioration réelle des conditions de vie des concitoyens. L'aspect pratique de la riziculture est oublié. Ces recherches devraient être orientées vers la conduite optimale de l'eau, par exemple, ou sur la mise en valeur des vastes étendues de sols hydromorphes des régions côtières du pays pour résorber le manque de terre et en même temps augmenter la production.

Le SRI, tel qu'il est préconisé par ses promoteurs, n'essaie pas de se substituer totalement aux techniques ancestrales développées par les paysans. Une telle approche vouerait sans doute à l'échec toute tentative d'innovation technique. A l'image du travail entrepris par les ONG ou encore l'Association Tefy Saina, Il faut approcher les paysans non pas individuellement mais en groupe pour dissiper toute forme d'hésitation. Ainsi, ils pourraient échanger d'expériences et se persuader mutuellement des avantages d'adapter les principes du SRI à leurs systèmes de culture. Les techniciens doivent être des accompagnateurs prêts à écouter et non des vulgarisateurs ne jurant que par des parcelles de démonstrations infructueuses.

Le SRI une fois adoptée par les paysans, sera un mode de vie pour eux. Ils reproduiront la technique pour d'autres cultures de contre-saison comme les pommes de terre, les haricots et les cultures maraîchères. Ils comprendront la nécessité d'apporter des soins et d'entretenir le sol par l'apport de matières organiques ou par des drainages d'aération voire par sa mise au repos. Ils prendront soin du sol comme on le ferait pour un être humain qui se nourrit afin de mener une vie saine et productive.

La diffusion du SRI passe aussi par l'implication des acteurs de l'école, tels que les instituteurs et les écoliers. Il faut comprendre que le progrès passe par eux. Ils constituent de bons relais pour la diffusion du SRI au sein des familles respectives, dans les villages... L'école est bien une voie essentielle du développement d'un Pays.

Victor RANDRIANA
Tel : 034 05 653 88, 034 04 175 20 et, 033 73 89 854.
Porte 318 bis, Anosy Antananarivo
Minisiteran'nyFambolena

Les femmes, principales actrices de la diffusion du SRI à Madagascar

Synthèse Aly Faye

Photo : AfricaRice

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans la production rizicole en Afrique.

Les femmes représentent près de la moitié de la population malgache. Elles jouent un rôle de premier plan dans le secteur agricole. Elles sont fortement impliquées dans une grande partie des travaux agricoles, particulièrement délicats, comme les semis, l'entretien des parcelles, la récolte et les activités post-récolte.

Malgré cet important rôle, elles ont longtemps été les laissées pour compte dans l'accès à la terre. Dans certaines contrées du pays (c'est le cas à Fitampito, un village du centre de Madagascar), la tradition est allée même jusqu'à interdire aux femmes de travailler la terre.

Mais cette époque est désormais révolue. Car depuis près d'une décennie, les femmes bravent la tradition, aidées en cela par les organisations de défenses des droits des femmes. Elles s'illustrent de plus en plus comme les principaux vecteurs de la vulgarisation du système de riziculture intensive à Madagascar.

Les femmes initiées aux principes du SRI

Contrairement aux hommes qui sont plutôt des travailleurs itinérants, on constate, une présence permanente et remarquée des femmes en milieu rural. Plus actives que les hommes notamment dans les groupes de travail ou associations formalisées, les femmes, en participant directement ou indirectement aux prises de décision villageoises, pourraient être d'excellents vecteurs pour une large vulgarisation du SRI. Le fait qu'elles subissent le plus les effets néfastes de la dégradation des ressources naturelles et la pauvreté liée à la baisse des rendements agricoles a, plus que tout, incité les autorités malgaches à réfléchir aux moyens de les aider à mieux jouer leur rôle dans le développement rural.

L'éducation des femmes rurales a, alors, été mise en priorité dans les politiques de développement agricole. Un meilleur accès aux innovations et technologies leur a été offert grâce à des programmes de formations dispensées par le biais des associations locales.

Les formations ont porté sur la riziculture et la culture maraîchère. Côté riziculture, les paysannes ont acquis une parfaite maîtrise des techniques du SRI. Elles ont appris à respecter scrupuleusement les procédures de ce système en ce qui concerne, entre autres, les sarclages périodiques, le repiquage ou encore les méthodes de fumure.

En plus de la pratique du SRI, ces paysannes ont également été invitées à adopter le riz hybride. En combinant le SRI au riz hybride importé de Chine, un rendement de 8 tonnes par hectare a été enregistré dans certaines communes rurales d'Ambohimahasoa.

Plusieurs enquêtes et travaux de recherches ont montré qu'à la suite de ces formations, les femmes ont largement contribué à l'adoption et à la diffusion du SRI à Madagascar.

Les femmes montrent la voie

En s'appropriant les nouvelles techniques culturales, les femmes malgaches ont montré la voie aux autres acteurs de leur entourage en partant de la famille. Depuis que les paysannes de quelques communes enclavées de la région Haute Matsiatra ont acquis le droit de travailler la terre et ont été initiées aux principes du SRI, les rendements de riz se sont nettement améliorés, passant de deux tonnes à cinq tonnes par hectare et parfois plus.

Masy Ramazoto est une agricultrice qui travaille dans le village de Fitampito, dans le centre de Madagascar. « À cause de nos coutumes, je n'ai jamais cru que j'aurai la chance d'exploiter nos terres un jour », confie Masy. « Maintenant que je peux travailler tout comme mon mari, et par là même améliorer nos conditions de vie, j'y mets tout mon cœur », enchaîne-t-elle.

Veromanitra Soazanany est une agricultrice de la commune d'Anjoma Itsara, près de Vohitrafeno. Veromanita a bien apprécié la formation qu'elle a reçue. « Grâce aux formations qu'on nous a données, je suis très à l'aise dans mon travail » souligne-t-elle. Cette paysanne a amené son mari à abandonner les techniques ancestrales peu productives au profit de techniques plus novatrices et de loin plus productives. Elle lui a transmis tout ce qu'elle a appris sur le SRI et le maraichage. Besa Narisaona, son mari, exprime sa satisfaction: « Je suis content que ma femme ait pu bénéficier de cette formation sur l'agriculture, sinon on n'en serait pas là où on est actuellement ». En effet, la situation de cette famille a été complètement transformée depuis que les techniques innovantes inspirées du SRI ont permis d'augmenter sensiblement sa production agricole. La famille envisage même de se lancer dans l'élevage grâce aux revenus tirés de la vente des surplus de produits agricoles.

Sources : Présentation de Mesdames Aurélie Razafy Andriatsilavo, Vololoniriana Razafimaharo, et Volatsara Baholy Rahetlah lors de l'atelier de la COI sur la création du réseau régional «Femmes et Développement Durable» à l'hôtel MELLIS, Antananarivo, Madagascar le 15 décembre 2011.

http://hebdo.farmradio.org/topic/numero-184

Synthèse **Aly Faye**
allykaram@iedafrique.org

Paradoxes d'un système de production agricole : la riziculture camerounaise en quelques questions !

Félix Meutchieye, Richard Chin Wirnkar, Paul Esenei

Le Cameroun dépend encore largement des importations pour satisfaire sa demande nationale en riz. Les tentatives de développement de la production rizicole, amorcées depuis longtemps, ont rarement donné des résultats probants. Mais, depuis quelques années l'espoir renait grâce à l'introduction du SRI. Radioscopie du secteur rizicole camerounais en quelques questions !

Sécurité alimentaire : Une histoire de dupes?

Selon une évaluation globale, le Cameroun jouit de l'autosuffisance alimentaire. Toutefois cette autosuffisance demeure très précaire. Les évènements de Février 2008[1] sont encore de fraîche mémoire pour témoigner de cette précarité. Ces « émeutes de la faim », même si elles ont parfois des relents politiques, ne sont jamais très loin et risquent de continuer à embraser nos villes tant que des solutions concertées et efficaces, ne sont pas trouvées pour assurer une sécurité alimentaire durable aux populations. Mais l'horizon d'une abondance alimentaire pour tous semble encore lointain puisque des données récentes de la Banque Mondiale et de l'Institut National de la Statistique révèlent qu'environ 28% des Camerounais vivent en situation d'insécurité alimentaire et que trois des dix régions que compte le pays, à savoir l'Extrême Nord (25% de taux d'autosuffisance alimentaire), le Littoral (56%), et le Nord (83%), sont déficitaires sur le plan alimentaire. Les difficultés de transfert des productions entre les zones productives et les zones déficitaires et la pauvreté sont les principaux facteurs à l'origine de cette insécurité. Avec une population urbaine de 51% et 4 ménages urbains sur 5 vivant essentiellement du riz, on peut se demander si les manifestations de 2008 n'étaient pas « rizogènes ». Le Cameroun est actuellement le plus grand fournisseur de produits vivriers et maraîchers d'Afrique Centrale, mais paradoxalement, il doit encore importer annuellement d'énormes quantités de riz pour satisfaire la demande nationale. Le pays a importé 545 000 tonnes de riz en 2011, pour 145 milliards de FCFA. En 2010, les importations de riz étaient de 350 000 tonnes. Soit une augmentation de 35% (ACDIC, 2012).

1. Les « émeutes de la faim » surviennent en février 2008 (du 23 au 29) à la suite d'une hausse généralisée des produits de première nécessité. Ces émeutes seront amplifiées par le projet du président Paul Biya de modifier la constitution du Cameroun afin de se représenter en 2011. La crise a touché principalement les grandes villes du pays, notamment Yaoundé et Douala.

Photo : www.fap-cameroon.page.tl

Techniciens agricoles dans une exploitation rizicole au Cameroun

La mort prématurée des sociétés d'encadrement a-t-il sonné le glas de la riziculture camerounaise?

Le projet d'intensification rizicole au Cameroun date de la période coloniale. En 1950, les colons français entreprennent d'intensifier la culture du riz et celle du coton pour approvisionner les centres urbains en produits vivriers et les industries textiles en matières premières. L'entreprise est cependant peu fructueuse dans l'ensemble. Dans les années 60, les autorités du Cameroun indépendant, avec l'aide de bailleurs de fonds internationaux décident de prendre les choses en main. Un projet rizicole de plusieurs milliers d'hectares est mis en œuvre en pays Massa.

La SEMRY (Société pour l'expansion et la modernisation de la riziculture à Yagoua) voit le jour à la fin des années 60. C'est une structure gouvernementale dont les stratégies ne sont pas très claires. Les interventions de toute nature (jumelage, péréquation) qui ont caractérisé les actions successives de l'État pour tenter de protéger la filière riz n'ont pas davantage été couronnées de succès et c'est surtout par des subventions périodiques importantes que la SEMRY a pu survivre. Toutefois, les transformations socio-économiques, qui ont eu pour théâtre les aménagements hydro-agricoles de SEMRY sont, sans aucun doute, les plus importantes qu'aient connu les Massa de la région de Yagoua. L'activité rizicole s'est peu à peu intégrée au système de production des Massa (agriculture, élevage, et pêche). Les techniques intensives (principalement le repiquage) ont été assimilées rapidement et ont permis d'obtenir des rendements moyens élevés estimés à 5 t/ha et des revenus monétaires importants.

Le potentiel de production rizicole du Cameroun se situait alors principalement dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest qui représentent 94% de la production et 95% des superfi-

cies. La production nationale est estimée à près de 84 000 tonnes /an répartie sur environ 40 000 ha, dont une bonne partie estimée à 15 000 tonnes est assurée en dehors des grands périmètres rizicoles par des petits producteurs villageois dans les bas-fonds, le long des berges de rivières et en culture pluviale.

A la suite de la SEMRY, d'autres structures d'encadrement virent le jour (SODERIM, UNDVA, LAGDO). Elles encadraient les riziculteurs privés, produisaient et commercialisaient le riz. Mais l'irrigation est frappée par la crise, à la fin des années 70, ce qui a notamment affecté les grandes sociétés d'État de ce secteur. Les réformes engagées par l'État après son retrait du secteur productif ont abouti à la dissolution de certaines sociétés et à la restructuration de certaines d'entre elles (SEMRY, UNVDA). Une évaluation de la situation du désengagement de l'Etat montre que sur les 17 000 ha aménagés dans les années 70, une superficie importante de ces périmètres n'est plus en production par manque d'entretien et d'équipement lié à la privatisation des entreprises publiques qui gèrent ces périmètres.

La SODERIM s'est éteinte après le désengagement de l'Etat. Avec l'avènement de l'ajustement structurel, le projet piloté conjointement par le Cameroun et la Chine se meurt dans une sorte d'indifférence. Les Chinois sont partis. Les populations rurales qui y voyaient une opportunité ont résisté quelques années, mais ont fini par se lasser et abandonner le rêve. La paupérisation monte alors en flèche. En imposant leurs politiques d'ajustement structurel et de libéralisation du commerce, les institutions financières internationales ont contribué à la mort programmée de la production locale de riz et à la privatisation des sociétés de développement du secteur agricole. En l'acceptant benoîtement sans solution de rechange, l'Etat a frotté les allumettes d'une sourde colère, non seulement dans les campagnes, mais plus loin dans les villes du fait de l'exode massif.

Un vent de Renouveau souffle avec le SRI?

Le Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA) initié en 2010 pour réduire l'impact de la pauvreté des populations rurales a misé sur deux filières jugées à fort potentiel économique pour la majorité des exploitations rurales : le riz et l'oignon. L'intensification a semblé de ce fait la seule option possible. Les objectifs de production de riz visent le passage de 50 000 t de riz décortiqué à près de 200 000 t afin de satisfaire une bonne partie de la consommation nationale. Le SRI offre à l'état actuel les meilleures opportunités : économies à divers niveau : 50 % d'eau, 90 % de semences, utilisation quasi nulle d'herbicides et d'engrais chimique. Les revenus des paysans utilisant le SRI peuvent augmenter de 74 %. Le rendement peut atteindre 12 voire 15 tonnes par hectare dans des conditions optimales. Le SRI répond aux différents enjeux de l'agriculture agro-alimentaire : occuper moins de surface, préserver l'environnement et permettre de lutter contre la sous-alimentation.

Au cours des deux dernières années écoulées, quelque 10 tonnes de semences améliorées de riz ont été octroyés à 2500 agriculteurs camerounais par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD). Lesdites semences sont constituées de trois variétés de type Nerica, qui est un croisement de riz asiatique et africain. Les chercheurs de l'IRAD vantent la résistance de cette plante aux maladies, mais aussi son bon rendement sur un cycle plus court que la moyenne. Mais la faiblesse de s'appuyer toujours sur l'extérieur n'a pas quitté les politiques stratégiques : « la production et la distribution des semences va se poursuivre, avec l'aide de l'ONG AfricaRice et l'appui du gouvernement japonais », a précisé le directeur général de l'IRAD, Jacob Ngeve ». La fixation sur la production du paddy et peu sur la transformation (absence d'unité de décorticage) est une faiblesse à corriger dans les meilleurs délais. Faute de transformation, elle est principalement vendue aux commerçants nigérians sous la forme de riz paddy. La mécanisation, même artisanale reste encore un vœu pieux. La coalition pour le développement du riz en Afrique (CARD) a préconisé une ouverture aux privés, notamment par une organisation rigoureuse et efficiente. Par le biais de la CARD, on assiste à l'introduction du riz pluvial en zone forestière ainsi que dans les grands bassins qui abritent les deux grands centres de consommation que sont Yaoundé et Douala, et de l'appui à la culture du riz irriguée dans les grandes zones que sont l'Extrême-Nord et le Nord-Ouest ou encore du riz de plateaux à l'Ouest.

La Haute Vallée du Noun : Un bassin rizicole en expansion ?

L'intensification rizicole débute dans la Haute vallée du Noun en 1970 avec la création de la Société de Développement de la Haute Vallée du Noun *(originellement The Upper Nun Valley Development Authority -UNVDA)*. Cette structure est née de la volonté politique d'encadrer les communautés rurales voisines de deux entités administratives (Ouest et Nord Ouest) partageant la vallée du fleuve Noun. Le domaine public de l'Etat octroyé à UNVDA est de 15.000 ha, (environ 1/5ème de cette superficie est exploitée), pour une production de 15.000t de paddy et presque 10.000t de riz destiné à la consommation.

Depuis sa création, UNVDA a aménagé au profit des petits exploitants près de 3.000ha de casiers rizicoles améliorés. Quelques 14 mini-barrages ont été construits, ainsi que 49 distributeurs collectifs et 22km de canaux d'irrigation installés, avec en plus l'entretien de plus de 150km de pistes rurales créées pour l'écoulement de la production familiale. Grâce à l'adoption de nouvelles méthodes de culture inspirées du SRI, on est passé de 500 tonnes de riz paddy traité en 2011 à 1200 tonnes en fin septembre 2012. Aujourd'hui UNVDA encadre directement plus de 15.000 producteurs (dont plus de 50% de femmes). Des demandes d'assistance au-delà de la zone de compétence de UNVDA sont adressées à l'organisation. Les formations pratiques sont régulières, et la stratégie de commercialisation basée sur des conditionnements « pour tous » : 50kg, 25kg, 10kg, 5kg, et 2kg a développé en deux ans des filières de vente dans les principales villes et maintenant étendues jusqu'au Gabon.

UNVDA, en plus du riz, fournit annuellement pas moins de 200t de sous produits (farines blanches, sons et brisures) à l'industrie locale et surtout aux éleveurs de porcins. Le dialogue et le partenariat initiés avec les éleveurs bovins favorise une meilleure cohabitation.

Conclusion

UNVDA envisage dans un horizon proche l'extension des casiers rizicoles à 20.000 ha, avec la participation de 70.000 petits exploitants organisés en petites coopératives locales. Pour atteindre son potentiel annuel de 500.000t d'ici la prochaine décennie, UNVDA entend inaugurer avec la mécanisation directe au moins 10.000ha de casiers, à la demande des producteurs. L'un des enjeux actuels reste tout de même la problématique de l'irrigation. En effet, il n'existe pas de législation propre à l'irrigation et au drainage au Cameroun. Le pays dispose d'une loi portant régime de l'eau, à savoir la loi N° 98/005 du 14 avril 1998. Cette loi fixe le cadre juridique général du régime de l'eau et veille sur la protection contre la pollution de l'eau, la préservation des ressources en eau, la qualité de l'eau destinée à la consommation et les sanctions dues au non-respect de la loi.

L'avenir de l'irrigation au Cameroun passe par l'aménagement et la gestion de petits périmètres par des groupements paysans, l'intégration avec d'autres secteurs tels que l'aquaculture et le petit élevage, l'intensification des cultures irriguées, l'amélioration des infrastructures de communication et l'accès au crédit. Il faudrait pour ce faire créer une agence de régulation du secteur de l'eau pour un meilleur fonctionnement du secteur en l'absence d'un cadre réglementaire rigoureux. Et on aura ainsi du riz pour tous...

Félix Meutchieye,
Enseignant-Chercheur, Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles, Université de Dschang
fmeutchieye@univ-dschang.org

Avec l'aimable collaboration de :
Richard Chin Wirnkar,
Ingénieur Agronome, Directeur Général de UNVDA

Paul Esenei,
Ingénieur Agronome, Superviseur Régional Nord Ouest, Programme de Vulgarisation Agricole

SITES WEB

http://sriwestafrica.ning.com

Plateforme d'échanges sur le SRI, ce site interactif met en réseau des agronomes, des riziculteurs, des acteurs du développement rural, des décideurs etc. du monde entier qui partagent, en temps réel, leurs expériences. Il est surtout destiné aux acteurs ouest africains à qui le site offre la possibilité de participer à des groupes de discussion en ligne afin de profiter des conseils avisés des meilleurs spécialistes SRI.

Le site propose aussi des documents (rapports, études scientifiques, manuels, fiches techniques, photos...) accessibles à tous et permettant de prendre la mesure des efforts et politiques déployés pour le développement du SRI dans la sous région.

http://www.jesuites.com/compagnons/delaulanie.htm

Pour ceux qui souhaiteraient connaitre dans les détails le système de riziculture intensif, ses débuts, ses principes, ce site est tout à fait indiqué. Il vous invite à un retour en arrière pour revisiter les différentes phases ayant conduit à la découverte accidentelle de ce système de culture par le jésuite et ingénieur agronome français, Henri De Laulanié.

Ce site présente, par ailleurs, une panoplie de documents sur le SRI. En plus d'une plaquette déclinant les différentes composantes du système SRI, il partage des fiches d'expériences et divers autres articles vantant les étonnantes capacités de production du SRI. Un Système qui valorise aujourd'hui la riziculture à 300% en adoptant une démarche naturelle qui remet en cause l'agronomie conventionnelle.

http://www.fao.org/ag/aprao/projet-aprao/apercu-de-la-riziculture/fr/

Cette page présente le projet régional pour l'Amélioration de la Production du Riz en Afrique de l'Ouest en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires (APRAO) mis en œuvre par la FAO et qui a pour objectif de renforcer les capacités des petits producteurs et des petites entreprises dans la production et l'utilisation de semences et de paddy, avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes dans le processus productif et décisionnel.

Le projet mise sur le fondement même de la production agricole, c'est-à-dire sur les semences de qualité de variétés adaptées aux systèmes de production locaux, afin d'atteindre une sécurité alimentaire durable en Afrique de l'Ouest.

La mise en œuvre des activités programmées se base sur une approche «holistique» et participative impliquant tous les acteurs de la chaîne de valeur du riz, dans le cadre des stratégies nationales de développement de ce secteur.

http://www.groupementsrimada.org

Le Groupement SRI, ou GSRI, rassemble actuellement plusieurs dizaines de membres et partenaires (Ministère, Bailleurs, Projets, ONG et Organisations Paysannes, Agriculteurs individuels) œuvrant pour la promotion du Système de Riziculture Intensive (SRI) afin de permettre aux paysans de Madagascar d'améliorer leurs rendements et leurs revenus.

Ce site a été conçu afin de créer plus d'interaction entre les différents membres du GSRI et les promoteurs du SRI. C'est aussi un outil d'information sur les pratiques constatées du SRI, sur les programmes engagés et leurs résultats. Il a l'ambition de servir de référence pour les diverses opérations de diffusion du SRI à Madagascar.

http://www.tefysaina.org

Tefy Saina est une association paysanne malgache qui perpétue l'œuvre de Henri de Laulanié, père du SRI. A travers leur site, ils partagent leurs expériences de ce qu'ils appellent « la découverte agronomique du XXème siècle ». En plus d'être une plateforme d'information sur l'actualité SRI dans le monde, ce site retrace l'historique du SRI et met à la disposition des acteurs rizicoles, un manuel bilingue (franco malgache) sur le SRI.

Des documents vidéo et audio (téléchargeables) sur le SRI sont aussi disponibles sur ce site.

http://www.papil.org

Le PAPIL a créé ce site pour donner de la visibilité à ses actions de promotion de la petite irrigation locale dans 8 départements des régions de Fatick, Kolda, Tambacounda et Kédougou, au Sénégal.

A travers ce portail, on peut voir comment grâce au SRI et à de nouvelles techniques d'irrigation, le PAPIL a réussi, avec les populations locales, le pari de sauver plus de 2000 ha de terres de la salinisation et de produire du riz de contre saison dans le sud de la région de Fatick. Une prouesse que ce projet d'appui à la petite irrigation locale compte reprendre dans toutes ses zones d'intervention.

Le site présente, également, des articles d'information, des rapports et autres documents permettant d'en savoir un peu plus sur le SRI au Sénégal.

http://www.africaricecenter.org

Ce site fait un état des lieux de la recherche sur les systèmes d'innovation en Afrique et met à la disposition des internautes une documentation riche et variée permettant de comprendre la dynamique et les forces qui façonnent le développement du secteur rizicole en Afrique.

La mission d'AfricaRice, promoteur de ce site, est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire en Afrique par le biais d'activités de recherche, de développement et de partenariats visant à accroître la productivité et la rentabilité du secteur rizicole de manière à assurer la durabilité de l'environnement de production.

http://www.sri.ciifad.cornell.edu

Cette plateforme contient l'une des collections les plus complètes d'information sur le système de riziculture intensive. La plupart des documents publiés viennent directement des partenaires du CIIFAD (l'Institut International de l'Alimentation, de l'Agriculture et du Développement de l'université Cornell): agriculteurs, chercheurs, ONG, agences gouvernementales et autres parties prenantes du monde entier.

Il présente l'origine, les avantages ainsi que les approches méthodologiques pour une bonne pratique du SRI. L'objectif du site est de favoriser le réseautage entre les organisations et tout autre acteur intéressés par le SRI.

http://www.codegaz.org/fr/actualites/170-le-sri-systeme-de-riziculture-intensif-au-burkina-faso.html

Une série d'articles rappelant les débuts du SRI au Burkina Faso et retraçant les différentes étapes de la mise en œuvre d'un projet SRI dans la vallée de Kou sont disponibles sur ce site. Vous pouvez y trouver aussi de belles photos mettant en exergue l'importance du tallage des plants de riz semés suivant la méthode SRI ainsi que des témoignages d'agriculteurs sur les niveaux de production records que ce système de riziculture permet d'atteindre.

http://www.yourepeat.com/watch/?v=P0UYXNuhpuM

Une image vaut mieux que mille textes. Les promoteurs de ce site l'ont bien compris. Au lieu de textes longs, manquant parfois d'exhaustivité et dont la lecture est dès fois fatigante, ils vous proposent une série de vidéos, agrémentées de beaux reportages qui vous plongent dans l'univers des rizières malgaches et d'Asie afin de vous convaincre de la forte capacité de production du SRI. Ces vidéos rapportent des expériences (tout le système de production, de la préparation des rizières jusqu'à la récolte en passant par les techniques de repiquage et de compostage) ainsi que des témoignages d'agriculteurs ayant adopté ce système rizicole 100% naturel.

http://www.inter-reseaux.org/mot/riz

Inter-réseaux est une plateforme de débats et d'échanges d'expériences sur l'agriculture qui met en relation les acteurs impliqués dans le développement rural en particulier dans les pays du Sud. Site d'information, il sert aussi de relais pour la diffusion à grande échelle et le partage d'articles sur l'innovation agricoles publiés dans des revues ou bulletins. Des rubriques thématiques vous donnent accès à toutes sortes d'informations relatives à l'agriculture et particulièrement à la riziculture en Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

Redynamisation du secteur rizicole en Afrique

Une stratégie de recherche pour le développement 2011–2020
Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) 2012
84 p.
ISBN : 978-92-9113-357-4 (imprimé)
978-92-9113-358-1 (PDF)

Ce document présente une stratégie de recherche rizicole pour le développement en vue de réaliser l'énorme potentiel rizicole de l'Afrique. Il a été conçu afin de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) notamment celui de réduire de moitié la pauvreté et de juguler le problème de la faim d'ici à 2015.

Le document donne des orientations pouvant permettre d'améliorer les techniques de production et de transformation du riz. C'est ainsi qu'il souligne que l'adoption de techniques d'intensification et de diversification écologique pourrait permettre d'améliorer les niveaux de production de façon durable.

Fiche Technique pour le Système de Riziculture Intensive (SRI) à Tombouctou, Mali 2009

Auteurs: Dr. Erika Styger, Malik Ag Attaher, Hamidou Guindo, Harouna Ibrahim, Ibrahima Abba, Mahamane Diaty, Mohamed Traore et Minkaila Sidi Mahamar - 27 p.

Cette fiche technique présente les différentes étapes de la mise en œuvre des pratiques culturales basées sur le SRI.

Les consignes techniques décrites dans cette fiche sont issues de recherches effectuées à travers le monde, notamment à Madagascar, au Népal et en Inde. Elles devaient ensuite être adaptées aux conditions locales de la riziculture dans le cadre d'un projet regroupant 60 paysans de Goundam et Dire dans la région de Tombouctou au Mali.

Collection guides pratiques du CTA n° 17

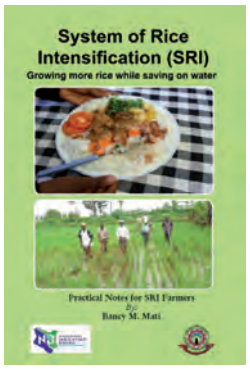
Système de riziculture intensive
Auteur : Jean Yves Clavereul (CTA) • 8 pages
ISSN 1874-8864

Après un bref historique et un rappel des principes du SRI, ce guide présente (textes et illustrations à l'appui) les principales étapes du SRI. Il s'attarde sur les conditions à respecter pour obtenir de bons rendements, avec notamment le choix et le tri des semences, le repiquage, la gestion de l'eau, la fertilisation, l'entretien de la rizière et la récolte.

System of rice intensification (SRI)

Growing more rice while saving on water
Practical notes for SRI farmers

Bancy M. Mati - 12 p.



Au Kenya, la production rizicole, basée sur les systèmes de riziculture traditionnelle, est très faible. Le manque de terre et le déficit pluviométrique sont à l'origine de cette faible productivité. Parallèlement la consommation de riz s'accroit à un rythme accélérée. Cette céréale est devenue l'un des principaux produits alimentaires du pays.

Ce document cherche à démontrer comment un système tel que le SRI pourrait améliorer sensiblement la production de riz, les revenus des paysans, baisser la facture des importations et assurer la sécurité alimentaire des kenyans.

Acquis de la crise rizicole :

Politiques pour la sécurité alimentaire en Afrique. 32 p.
Guy Manners (AfricaRice) 2011
ISBN : 978-92-9113-349-9 (imprimé)
978-92-9113-350-5 (pdf)

La politique de recherche et de plaidoyer menée par AfricaRice immédiatement avant et pendant la crise rizicole de 2008

a contribué à la disponibilité d'informations pertinentes et de solutions compilées dans ce livret et qui ont aidé les États membres et les partenaires au développement à identifier et promouvoir des politiques et projets. Ces interventions ont contribué à l'accroissement significatif de la production rizicole et à l'intérêt renouvelé dans la production locale de riz en Afrique.

Ce livret examine le rôle d'AfricaRice lors de l'alerte relative à la crise imminente, les réponses des pays et les travaux en cours pour assurer que les pays africains ne soient plus otages des marchés internationaux.

Multimedia toolkit

SRI: Achieving more with less
A new way of rice cultivation

Banque Mondiale - 8 p.

Ce guide sur le Système de riziculture intensive a été conçu par la Banque Mondiale dans le but de vulgariser le SRI et de mettre à la disposition des acteurs rizicoles une boite à outils pouvant les aider à s'approprier les principes et les techniques qui accompagnent ce système de culture. C'est un produit multimédia qui utilise l'audio-visuel (un CD est intégré au livret) pour faciliter l'appropriation de son contenu. Il illustre la puissance de l'information et ses capacités à impulser des dynamiques de changement permettant de relever les défis mondiaux notamment la sécurité alimentaire.

La Banque Mondiale, à travers son programme de partage des connaissances, cherche à inspirer, informer et à outiller les acteurs du développement pour leur doter des moyens d'engager des réformes innovantes destinées à réduire la pauvreté dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

SRI - System of Rice Intensification

An emerging alternative - 2006
WASSAN (Watershed Support Services and Activities Network) - 20 p.

Ce livret a été conçu à l'origine en Telugu (une langue locale en Inde) pour aider les riziculteurs à comprendre et à adopter la méthode SRI dans leurs systèmes de culture. La version anglaise du document est apparue plutard. Conçue pour toucher un plus large public, cette nouvelle version fournit aux organisations de la société civile les informations de base indispensables pour une bonne mise en œuvre du SRI.

Les expériences relatées dans ce document sont le résultat de plusieurs années de recherche auprès des riziculteurs de l'Andhra Pradesh.

Afin d'optimiser les pratiques culturales, le livret recommande aux paysans d'adapter la pratique du SRI à leur contexte local.

Implication des acteurs ruraux dans la définition des politiques de développement des filières vivrières en Afrique de l'ouest et du centre

Implication des acteurs ruraux dans la définition des politiques de développement des filières vivrières en AOC

Rapport de synthèse
Enda diapol Avril 2011 - 105 p.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'appui à la concertation sur les politiques publiques en Afrique Occidentale et du Centre (AOC). L'objectif général visé est la valorisation des savoirs et expériences issus des projets, des Organisations Paysannes et des autres acteurs des filières dans la définition et l'élaboration des politiques publiques pour un développement durable des filières vivrières, notamment la filière riz en AOC.

Ainsi, il s'agit de capitaliser les expériences et de réunir les savoirs recueillis auprès des groupes cibles afin d'en faire des synthèses pertinentes susceptibles d'orienter les politiques publiques. L'enjeu est de prendre en compte les besoins réels des populations rurales et les expériences de terrain dans la formulation des politiques publiques et d'améliorer les concertations sur ces politiques.

Etude de référence sur la productivité agricole du riz au Mali

CORAF/WAAPP - Octobre 2009 - 103 pages

Le Mali cherche à constituer des stocks de riz afin de mieux faire face aux crises alimentaires récurrentes qui affectent sa population. Cependant, le manque de données permettant d'apprécier l'amélioration de la productivité et les besoins alimentaires de la population constitue un réel obstacle à l'atteinte de cet objectif. C'est pour pallier ce manque que le CORAF/WAAPP a commandité une étude destinée à collecter les données de base sur la situation et l'évolution de la production rizicole au Mali et dont les résultats sont compilés dans ce document.

Cette étude nous apprend que le pays aura besoin de 160000 tonnes de riz de stock pour assurer la sécurité alimentaire de sa population en 2018.

Le réseau rizicole au cœur de la réplication du SRI dans les bassins versants (Rwanda)

Septembre 2012 - 14 pages
FIDA, PAPSTA ; KWAMP ; PROCASUR

Cette note a été réalisée dans le cadre de la

Route d'apprentissage « Leçons d'une approche intégrée basée sur une gestion communautaire des bassins versants : le cas des projets PAPSTA/KWAMP », par les équipes PAPSTA et KWAMP, en collaboration avec PROCASUR et le FIDA.

Elle cherche à identifier et à comprendre le rôle joué par le réseau rizicole dans la réplication du SRI au sein des bassins versants. Plus spécifiquement, elle cherche à identifier les mécanismes de fonctionnement du réseau rizicole et les mécanismes de durabilité de ce réseau avec l'adoption du SRI, une méthode combinant un ensemble de techniques culturales non conventionnelles visant à intensifier la production de riz de manière durable.

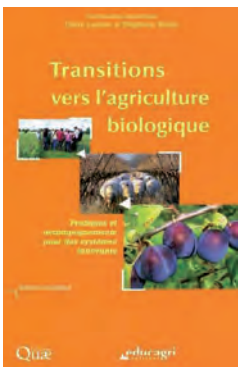
Guide : L'agro écologie en pratique

Agrisud ; Edition 2010 - 187 pages

Après 20 ans passés à promouvoir la petite exploitation agricole familiale comme rempart aux crises alimentaires et levier de développement dans les pays du Sud, Agrisud propose un guide des bonnes pratiques agro écologiques. Ce recueil d'expériences a l'ambition d'être utile à tous ceux qui, sur le terrain, souhaitent faire le choix de techniques agricoles respectueuses de l'environnement, économiquement performantes, porteuses d'un développement humain, attentives à la sécurité alimentaire et à la santé des populations.

Transitions vers l'agriculture biologique

Auteurs : Claire Lamine, Stéphane Bellon
Editeur : Quae
Date de parution : 01 déc. 2009 - 216 P



Quels enjeux et quelles perspectives pour l'agriculture biologique à l'heure d'une demande croissante de la société ? Quels parcours pour les agriculteurs en transition vers l'agriculture biologique, qu'il s'agisse d'installation, de conversion ou de développement ? Quels accompagnements pour faciliter ces transitions? Cet ouvrage présente des éléments d'analyse et des voies d'innovation pour les différents systèmes de production (maraîchage, arboriculture, viticulture, grandes cultures, élevage, polyculture), mais aussi pour la formation et l'accompagnement. Il propose une réflexion sur le devenir de l'agriculture et les perspectives s'ouvrant à nos systèmes agricoles.

AGRIDAPE infos

Interview

Adrien Massonnet, géographe français

« Le SRI ou les pratiques améliorées plus globalement, sont un des points clés d'un projet de développement rural »

Adrien Massonet a effectué dans le cadre de ses études de géographie un stage de six mois au sein du groupement SRI de Madagascar. Il a travaillé sur la question de l'environnement institutionnel du SRI, il a tenté de comprendre dans quelles mesures le SRI pouvait être une réponse aux défis alimentaires et au sous développement à Madagascar. Dans cet entretien il livre des éléments de réponse.

Photo : Massonnet

Adrien Massonnet

Pourquoi le SRI a-t-il véritablement suscité un espoir en terme de développement (réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire...) de Madagascar berceau de cette technique ? Quelles en ont été les conséquences ?

Il faut préciser que bien avant la diffusion du SRI, mis à l'épreuve pendant le Plan National de Vulgarisation Agricole (PNVA), le SRA1 avait été diffusé et amélioré au fil du temps (réduction du nombre de brins, de l'âge du plant, plus d'espacements) sans pour autant s'être véritablement répandu. Le PNVA était un grand programme d'envergure, avec des objectifs, une organisation planifiée et une relative coordination, avec des moyens plus conséquents que les actions entreprises précédemment. L'idée d'améliorer la technique culturale n'était pas nouvelle (date des années 1960). Mais le SRI a pris le relais en quelque sorte du SRA. C'était un choix du Ministère de l'agriculture, dans la continuité de cette idée d'améliorer la productivité, d'intensifier via de nouvelles méthodes plus modernes, sans pour autant que la diffusion du SRA ne cesse. Le SRI tombait bien : il était capable d'atteindre des rendements de 3 à 6 tonnes à l'hectare si ses principes étaient respectés. L'amélioration des rendements permise par l'application du SRI aurait procuré des excédents rizicoles notoires comparée à la pratique rizicole dite traditionnelle qui n'est sensée produire que 1 à 1,5 tonne par hectare et donc incontestablement une diminution de l'insécurité alimentaire dans le pays. Le riz étant l'aliment de base à Madagascar2.

Depuis les années 1990, l'essentiel du développement à Madagascar se fait par le biais des acteurs/institutions de coopération bilatérale, multilatérale. Le SRI s'est avéré intéressant pour ces acteurs parce qu'en matière de développement rural et d'amélioration de la productivité rizicole ils se trouvaient dans « l'impasse ». Les intrants ont toujours été trop coûteux et hors de portée de la majorité des paysans. Les multiples tentatives de diffusion d'engrais, de semences améliorées s'avèrent la plupart du temps insuffisantes. De ce fait,le nombre de projets qui vont

porter sur le développement rural et en particulier intégrer la vulgarisation du SRI, va exploser à partir de la fin des années 1990 . C'est le début d'une nouvelle ère pour l'Ile. Cette période se caractérise par un accroissement du nombre d'acteurs et d'institutions qui vont être impliqués dans le développement du pays. Ainsi, de l'élaboration à l'exécution d'un projet, plusieurs institutions et acteurs se mobilisent : on trouve les bailleurs de fonds, des Ministères (Agriculture, Élevage, Pêche, des Travaux Publics, Environnement, des Finances etc.), les ONG, associations et autres prestataires, et les paysans qui voient progressivement leur représentativité s'accroitre (organisations paysannes, confédérations paysannes et autres organismes représentatifs).

Vous constatez que le SRI n'a finalement pas été à la hauteur des espérances. Il semble que les Institutions (politiques, ONG), l'aient davantage adopté que les paysans. Quels ont été les freins à sa diffusion parmi les paysans ?

La réponse à cette question n'est pas évidente. Les freins à la diffusion du SRI ne peuvent se limiter à un problème paysan et mon mémoire l'a en quelque sorte montré. Donc pour répondre strictement à votre question, disons que la manière dont le SRI a été diffusée dans les années 1990 lors du Plan National de Vulgarisation Agricole (PNVA) est critiquable de par le manque de formations des techniciens-vulgarisateurs. Ceux-ci ne maitrisaient pas bien voire pas du tout la technique du SRI. Et une technique mal maitrisée peut avoir un effet dissuasif, surtout s'il y a une baisse des rendements due à une mauvaise pratique. Le SRI n'était pas bien connu, personne n'était vraiment prêt pour une diffusion de grande ampleur (en admettant qu'elle était possible or le SRI n'est pas applicable partout à cause de la nécessaire maitrise de l'eau (et on ne s'en serait pas rendu compte tout de suite à l'époque). Ensuite dans la mise en œuvre du SRI, beaucoup de paysans ont affirmé que c'était une méthode plus dure, plus longue et plus coûteuse à appliquer. C'est tout-à-fait vrai avec une nuance à apporter concernant la longueur de la tâche (repiquage surtout) et le coût. Une fois que les repiqueuses ont pris l'habitude de repiquer brin par brin le riz, lors des prochaines cultures, elles éprouveront moins de difficultés et iront bien plus vite. Il y a aussi le blocage psychologique, le frein lié à l'innovation qui peut s'opérer au niveau villageois (et l'exclusion sociale qu'elle peut entrainer). Il y a donc des limites physiques, des limites matérielles (financières), socio-culturelles. Il y a enfin une autre limite non des moindres, le fait que le SRI soit diffusé dans le cadre de projets de développement. Même si, le choix leur est laissé, les paysans chercheront à adopter une méthode durant un projet, parce qu'ils vont être accompagnés, ils vont être aidés (subventions, dons), ce qui n'est pas négligeable pour eux.

La maitrise de l'eau reste un frein indéniable pour une diffusion plus large du SRI. L'assèchement de la rizière sous-entend aussi l'impossibilité de pratiquer des activités de pêche, largement répandues dans certaines régions et surtout vitales parfois. Dans la mesure où un paysan adoptant certains principes du SRI est un paysan pratiquant le SRA, bien souvent, dans les statistiques tirées des rapports, on mélange les adoptants du SRA/SRI et il est donc devenu aussi plus compliqué d'estimer le nombre d'adoptants du SRI. Ce « léger flou » continue d'entretenir une certaine ambiguïté auprès des acteurs.

Enfin, pour des paysans dont la production est autour du seuil de survie il y a une certaine prise de risque à adopter une nouvelle technique que beaucoup ne peuvent pas se permettre.

A Madagascar deux acteurs associatifs majeurs portent la diffusion du SRI. L'association Tefy Saina et le Groupement SRI, ils sont aujourd'hui en crise, pouvez-vous en expliquer la (les) raison(s) ?

Tout a été une question d'argent. Il y a eu une scission de Tefy Saina suite à des querelles internes pour le pouvoir et l'argent dans cette association. Les deux branches sont aujourd'hui en crise et elles sont presque vouées à disparaitre faute de financements et d'avoir trouvé une nouvelle génération de défenseurs du SRI dans leurs rangs. Ils gardent leur image d'héritiers mais reste ancrés, ou du moins semble rester ancrés sur une position trop rigide du SRI. L'évolution du SRI actuelle fait qu'on le considère comme un paquet de techniques applicables progressivement, ce qui engendrerait les mêmes résultats que dans les années 1990. A savoir : très peu de paysans pratiquent le SRI. Ils pratiquent quelques principes techniques du SRI (donc du SRA) mais pas l'ensemble des principes du SRI. Dès lors, le SRI n'est que très faiblement adopté. En revanche, l'intensification par la diffusion et l'adoption de principes techniques de pratiques culturales améliorées se diffuse largement.

Du coté du GSRI, le fonctionnement du secrétariat du groupement, qui était le seul véritablement à représenter une ou des activités au titre du groupement, était financé exclusivement par la fondation Better U de l'acteur américain Jim Carrey. D'où une relation bailleur/bénéficiaire avec un droit de regard. Seulement à exiger trop de comptes pour des financements très faibles, voir en les réduisant sans tenir compte des tâches réalisées (et qui se sont par ailleurs accrues pour le secrétariat), et à vouloir faire valoir leurs intérêts au nom de BUF (et non pas au nom du secrétariat GSRI), le secrétariat a prétendu mettre la clé sous la porte. A l'issue de négociations, de nombreuses réunions et d'une Assemblée Générale, il en ressort que la fondation BUF ne s'occupait plus du financement du GSRI.

Le SRI a aussi été vu par les institutions (ONG, scientifiques, Gouvernement) comme une réponse aux défis alimentaires Malgaches dans les années 90. Non seulement pour atteindre l'autosuffisance, mais également la sécurité alimentaire du pays. Pouvez-vous rappeler quels étaient les objectifs fixés ? Et quelle est la situation actuelle ?Comment expliquer cette « désillusion » ?

Les chiffres ne sont pas forcément évidents à obtenir. L'objectif fixé par le ministère était d'améliorer la productivité en vulgarisant des techniques culturales modernisées et de diffuser des paquets techniques (semences, engrais chimiques). Depuis des décennies même, les gouvernements cherchent à augmenter la production rizicole. Étant donné que près des deux tiers des Malgaches vivent en milieu rural et que les trois quarts d'entre eux tirent leurs revenus de la riziculture, ce choix peut être considéré comme pertinent. Une chose est sûre, il n'y a pas de famines. Le système de l'aide d'urgence est très bien rodé (voire instrumentalisé dans certains villages).

Le gouvernement malgache dans sa stratégie nationale de développement de la Riziculture s'est donné pour objectif de contribuer à la sécurité alimentaire dans toutes les régions, à l'amélioration de la croissance économique et améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière. Ainsi, L'objectif fixé était de doubler la production rizicole entre 2006 et 2009 (pour atteindre 7 millions de tonnes de Paddy)3 et de la tripler d'ici 2012. Cet objectif n'a pas été atteint puisque d'après le Ministère de l'Agriculture 4,5 millions de tonnes de Paddy ont été produit en 2009 à Madagascar. Aujourd'hui, le pays est obligé d'importer pour nourrir principalement les urbains, ce qu'il faudrait c'est davantage valoriser la production nationale de riz.

Côté sécurité alimentaire donc malnutrition et donc sous-nutrition, il y a des progrès à faire. D'après l'USAID (coopération américaine), en 2009, 65% de la population font face à l'insécurité alimentaire. Cette fragilité est accentuée par les phénomènes climatiques (tempêtes, cyclones, inondations, sécheresse...) de plus en plus fréquents. Les récoltes détruites entrainent une baisse de la production par habitant

et une hausse des prix qui accroit l'insécurité alimentaire en particulier urbaine. On constate aussi une augmentation du taux de pauvreté entre 1993 et 2010, elle passe de 70 à 76,5 et un grand nombre de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire.

Finalement, la situation du pays ne s'est pas améliorée et le SRI s'est peu diffusé. Alors que le SRI existe depuis près de 30 ans, aujourd'hui on estime que seulement environ 180 000 paysans pratiquent le SRI sur 56 000 ha (chiffres pour la campagne 2009/2010 selon le Secrétariat GSRI) alors que le pays disposerait de 1 200 000 ha de rizières irriguées (dont plus de 700 000 ha avec des canaux donc potentiellement propices à la pratique du SRI).

La désillusion, je dirais même l'échec, vu le temps et les moyens accordés, tiennent à l'instabilité politique, aux limites du système du développement qui ne permet pas un enrichissement global en milieu rural mais bien « une réduction de la pauvreté » et une inégale amélioration des conditions de vie (puisque le développement se fait par poche, dans des zones bien définies, il est très inégal selon les régions et au sein même d'une région). La durabilité est très restreinte même si les acteurs tentent de l'améliorer, il ne reste plus grand-chose d'un projet une fois qu'il s'en va (il n'y a plus de financement pour l'entretien des routes, des canaux, des barrages, des bâtiments), pas de secteur privé mobilisé (ou rarement) d'où pourrait émerger un bassin d'emploi. Pas de liens vraiment poussés entre secteur primaire et secondaire (sauf peut-être la pêche et la culture des crevettes, dans la brasserie). Je pense qu'on n'a pas bien fait les choses et que l'on continue dans une certaine mesure mais je compte opérer, collaborer avec les acteurs du développement à Madagascar pour suggérer de nouvelles pistes, réfléchir à des solutions.

Vous parlez de souveraineté alimentaire de façade pour Madagascar, pouvez-vous expliquer pourquoi ?

Brièvement, je dirais que les dirigeants Malgaches s'efforcent d'établir des stratégies, des politiques agricoles, qui ne seraient rien sans l'appui des bailleurs de fonds. Il y a donc bien une souveraineté alimentaire, elle est établie par le Ministère de l'Agriculture (Minagri) mais garantie, financièrement, par des acteurs étrangers influents que sont les institutions internationales et les acteurs de la coopération (qui ont un droit de regard voire plus sur tout ce qui est décidé). Il y a donc bien une relation de dépendance propre à un pays sous-développé, sous perfusion.

L'affaire Daewoo a rappelé que si « l'Etat Malgache » a failli, les paysans étaient là pour se révolter et faire en sorte que des sociétés privées ne s'emparent pas de milliers d'hectares dont ils auraient fait ce qu'ils auraient voulu.

Quelles sont selon vous, les pistes à poursuivre, les écueils à éviter afin de permettre au mieux la diffusion du SRI ? De quelles manières le SRI s'est-il adapté pour dépasser ces limites?

Le prix du riz est un enjeu crucial selon moi. Il doit être suffisamment rémunérateur pour les paysans et suffisamment abordable pour les urbains. Sans cela, il n'y a pas d'incitations à produire plus et lorsqu'ils vendent le riz aux collecteurs pour pouvoir rembourser leurs dettes culturales, ils ne peuvent vendre qu'à bas prix. Le SRI doit continuer d'être présenté aux paysans comme une méthode intéressante mais dans sa version la plus moderne, c'est-à-dire, non rigide, flexible, avec la possibilité de mettre en œuvre quelques principes, toujours dans l'optique d'améliorer la productivité. Le SRI ou les pratiques améliorées plus globalement, sont un des points clés d'un projet de développement rural, mais il ne faut pas négliger d'autres thèmes comme la gestion de l'exploitation, la fertilité, les semences, les cultures annexes, l'élevage. Il ne faut pas tout miser sur l'amélioration de la productivité rizicole pour améliorer le sort des ruraux, cela est évident.

L'accompagnement, l'encadrement, le suivi reste primordial et lorsqu'on apprend qu'un projet dure trois ans, soit deux saisons culturales bien souvent, comment est-il donc possible de faire adopter le SRI aux paysans en si peu de temps ? Les sensibiliser c'est une chose, les faire adopter et pratiquer en est une autre. Par conséquent, le fait que le SRI soit diffusé principalement dans le cadre de projets pose en soi un problème et induit une limite à sa diffusion.

A titre personnel, je ne m'engagerai plus dans la diffusion du SRI au sens strict mais bien dans la diffusion du SRA. Le riz n'est pas à l'heure actuelle suffisamment rémunérateur pour que les paysans prennent de tels risques.

La piste de la mécanisation est intéressante pour la pratique du SRI avec la mise au point de repiqueuses. Piste qui était suivie de près par le secrétariat GSRI et le Minagri. Le secrétariat a mené des activités intéressantes pour susciter un plus grand intérêt des populations rurales (des jeunes et des parents) pour le SRI avec le SRI-école. L'approche consiste, en impliquant les parents d'élèves et les enseignants, à installer une parcelle d'observation sur laquelle les élèves se rendront pour voir les principales étapes de la culture en SRI et l'évolution de la rizière. Il s'agit également de fournir des appuis pédagogiques à l'enseignant qui introduit les thèmes SRI dans son cours (comme le calcul de la superficie de la rizière ; en science naturelle, parler de la physiologie du riz), mais aussi des affiches, des livrets ludiques et des cahiers avec des illustrations à l'intérieur sur le SRI. L'idée n'est pas qu'ils apprennent le SRI, mais qu'ils sachent que cette méthode existe et qu'elle repose sur un certain nombre de principes. Cette approche vise aussi à renforcer les compétences des élèves dans la mesure où dans la plupart des cas, les élèves ne font pas le rapport entre leur quotidien et ce qu'ils apprennent en classe. Là le SRI fait le pont. Le SRI représente également un intérêt certain pour réduire les émanations de carbone qui s'accumulent dans l'atmosphère. Puisque cette technique est apparemment bien moins émettrice que la riziculture traditionnelle. Il y aurait aussi dernièrement un projet de GCD (Groupe Conseil Développement) ou du secrétariat GSRI de lier SRI et écotourisme. Cela me semble une bonne idée. Grâce à ces évolutions, le SRI survit en dépit d'être pratiqué à grande échelle, il persiste dans des poches au gré des petits projets pertinents et novateurs du GSRI.

1Système de Riziculture Améliorée

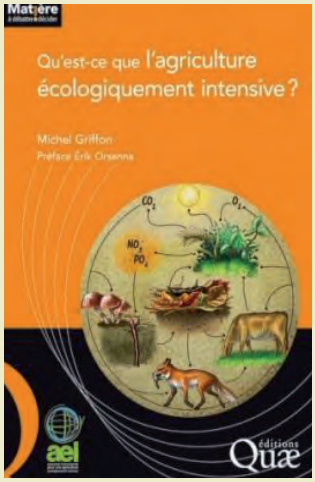
2La consommation moyenne est évaluée à 138 kg/hab/an en milieu rural est 118 kg/hab/an en milieu urbain.

3 Source : Stratégie Nationale du Développement Rizicole, Madagascar.

Interview réalisée par **Estelle Millou**,
journaliste française
estellemi@hotmail.com

Qu'est-ce que l'agriculture écologiquement intensive ?

Michel Griffon
Editions Quae, 2013
Collection Matière à débattre et décider - 224 pages
ISBN : 978-2-7592-1896-7
Référence : 02359



Michel Griffon défend l'idée qu'une production agricole abondante est possible tout en améliorant la qualité de l'environnement. Il expose le concept dÐagriculture écologiquement intensive et précise les moyens d'amplifier l'usage des fonctionnalités écologiques pour l'agriculture et l'élevage.

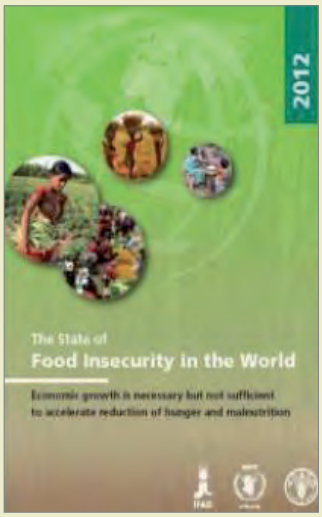
Dans cet ouvrage à la fois conceptuel et technique, l'auteur s'appuie sur son expérience internationale pour exposer les principes de la viabilité des écosystèmes et des sociétés. Il se sert d'un grand nombre d'exemples et d'applications pour expliquer un propos qui repose toujours sur la réalité des problèmes d'alimentation des populations. Entre agriculture et écosystèmes durables, les sociétés doivent trouver leur chemin vers des solutions obligatoirement viables, là où elles sont. C'est la bonne combinaison entre les manières de produire, le respect des producteurs et le souci du renouvellement des ressources locales qui permet d'obtenir des synergies productives tout en réduisant les atteintes à l'environnement.

Rapport 2012 de l'ONU sur l'insécurité alimentaire

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde
Auteur : FAO, PAM, FIDA
65 P - Date de parution : 2012
Éditeur/diffuseur : Nations Unies
Langues : Anglais, Français

Les Nations Unies ont publié le 9 octobre 2012 le rapport 2012 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde avec le sous-titre «La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim dans le monde».

La proportion de personnes souffrant de la faim baisse selon l'ONU, mais cette baisse a ralenti depuis 2008 et elle ne concerne pas l'Afrique. Le rapport note que « dans de nombreux pays la croissance économique n'a pas sensiblement réduit la faim » et il appelle donc les pouvoirs publics à agir et préconise de miser sur la croissance agricole qui est la plus à même de bénéficier aux pauvres, « notamment lorsqu'elle est fondée sur une productivité et une intégration au marché accrue des petits exploitants ».



« Arbre et culture »

Bulletin bimestriel d'information sur les pratiques agroforestières
N°1, Octobre-Novembre 2012
IED Afrique

12 pages

Ce deuxième numéro d' « Arbre et culture », un bulletin électronique publié par l'ONG IED Afrique dans le cadre du programme ARI Sénégal (African Regreening Initiative) partage deux expériences d'agroforesterie. Il s'agit de celle du village de Fandène (région de Thiès) où le rônier constitue une véritable filière économique pour les populations locales. L'autre expérience est celle d'un paysan leader, Cheikh Gning, vivant dans la communauté rurale de Ngoye Alioune Sylla (région de Diourbel).

Ce numéro présente aussi les résultats issus d'une étude entreprise par l'ISRA (Institut sénégalais de recherche agricole) et l'ONG World Vision pour évaluer l'effet de la RNA sur les rendements agricoles dans la zone du bassin arachidier, au Sénégal.

Il présente enfin, le cadre juridique et institutionnel du secteur agro-forestier au Sénégal à travers un entretien réalisé avec le juriste-environnementaliste Ibrahima Ly.

Pour plus d'informations sur ce numéro et sur les numéros précédents visiter le site web : http://www.iedafrique.org/Bulletin-Arbre-et-culture.html

AfricaRice :

Hausse de 30% de la production de riz en Afrique Sub-saharienne

De 3,2% par an avant la période de crise 2000/2007, le taux de croissance de la production de riz paddy en Afrique Sub-saharienne est passé à 8,4% par an entre 2007 et 2012, soit une augmentation de la production globale de près de 30% en seulement 6 ans. Ces données issues d'une analyse faite par le centre du riz africain (AfricaRice) révèlent aussi que les rendements moyens à l'hectare ont connu une hausse d'environ 108kg par an durant la période 2007/2012, en dépit de la sécheresse et des inondations.

« Il s'agit là d'une nouvelle très encourageante, » a déclaré le Directeur général d'AfricaRice, Dr Papa Seck, qui révèle que cette augmentation de la production rizicole est le fruit des investissements conséquents faits par les producteurs, les gouvernements, le secteur privé, la communauté scientifique et les donateurs pour développer le secteur rizicole en Afrique, suite aux émeutes de la faim qui ont ébranlé entre 2007 et 2008 plusieurs grandes villes africaines.

Les résultats de cette étude seront partagés et discutés lors du troisième Congrès du riz en Afrique, qui aura lieu du 21 au 24 octobre 2013 à Yaoundé, au Cameroun.

http://www.afrikeco.com

Photo : AfricaRice

Le Sénégal révise sa stratégie nationale de développement de la riziculture

Le riz constitue l'aliment de base de beaucoup de sénégalais. La consommation nationale se chiffre à environ un million de tonnes de riz blanc par an. Une consommation en hausse constante du fait de l'explosion démographique. Parallèlement, la production nationale dépasse rarement 500000 tonnes par an. Le pays reste donc tributaire des importations pour combler le gap entre la production et les besoins de consommation. La situation n'est, cependant, pas sans conséquences sur la balance commerciale du pays. En effet, les importations de riz ont fortement creusé le déficit de la balance commerciale du Sénégal. Elles ont contribué, en moyenne, sur ces 16 dernières années, à hauteur de 16% sur le déficit de la balance commerciale et ont occasionné des pertes en devises de l'ordre de 150 milliards de FCFA par an.

Des pertes que l'état avait tenté d'éviter en 2008 en élaborant une stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR) avec le lancement du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR). Cette stratégie avait pour objectif d'atteindre une production d'1,5 millions tonnes de Paddy, soit près d'1 million de tonnes de riz blanc, à l'horizon 2012. Cet objectif ne sera malheureusement pas atteint malgré les importants moyens financiers et matériels mobilisés par le pouvoir de l'époque. Un millier de tracteurs et des intrants ont été distribués aux paysans. Faute de concertations avec tous les acteurs, en vue de réfléchir aux meilleures ressources à mettre en œuvre pour la réussite de ce programme, les résultats obtenus sont restés faibles. De plus, une bonne partie des ressources financières a atterri entre les mains d'acteurs non paysans ou détournée de son objectif de départ.

Pour rompre définitivement avec le goulot d'étranglement que constitue l'importation de riz pour le Sénégal, les nouvelles autorités du pays ont alors décidé de réviser la SNDR afin de susciter l'adhésion de tous les acteurs, notamment ceux à la base, et faciliter sa mise en œuvre.

La SNDR révisée devrait permettre la multiplication par 5 de la production locale de paddy du Sénégal en 2018. Elle sera axée sur la mise en œuvre de moyens importants pour arriver à produire 800.000 tonnes avec la riziculture irriguée et 200.000 tonnes de riz blanc avec la riziculture pluviale.

Les superficies emblavées doivent être portées à plus de 130000 hectares pour favoriser cette hausse de la production.

La mise à disposition à temps des intrants agricoles, le maintien du dispositif de lutte anti-aviaire, l'accompagnement des acteurs et l'appui à la commercialisation autour de la société de promotion et de commercialisation du riz sénégalais (SPCRS) constituent également des leviers importants sur lesquels la SNDR va s'appuyer pour assurer l'autosuffisance en riz du Sénégal.

Aussi, en tenant compte des réalités propres à chaque zone rizicole, des stratégies spécifiques ont été élaborées et appliquées.

Sources : APS, le Quotidien.

Renforcer la résilience des éleveurs à travers un meilleur accès à l'information

Une station radio émettant en langues locales sera bientôt mise sur pied dans la Commune d'Isiolo à l'Est du Kenya. Ce projet financé grâce au fonds d'adaptation au changement climatique et développé par l'Institut international de l'environnement et du développement (IIED) et le Département météorologique du Kenya, vise à pallier le déficit d'informations des communautés pastorales de cette zone sur la problématique des changements climatiques. La radio émettra particulièrement des bulletins météorologiques pour permettre aux éleveurs d'anticiper et de trouver à temps des solutions adaptées aux problèmes engendrés par les changements climatiques. En effet, le développement du secteur de l'élevage au Kenya est sérieusement miné par des sécheresses récurrentes occasionnant d'énormes pertes dans le cheptel national, compromettant ainsi les moyens de subsistance des communautés pastorales et accentuant les conflits pour le contrôle des ressources.

Selon un expert kenyan en changement climatique, « Le manque d'informations adaptées et l'approche axée sur les réponses d'urgence font que les communautés subissent les effets du changement climatique ». Il appelle à se concentrer davantage sur les moyens pour les communautés de résister au changement climatique avant de souligner que « Renforcer la résilience par l'accès à une bonne information est le bon choix ».

Source : IRIN

« AppliFish » :

Une application mobile pour suivre les espèces marines en danger

L'application « AppliFish » présentée le 12 mars dernier par la FAO, a été développée par iMarine, un consortium international réunissant 13 organismes de recherche, universités et organisations internationales de trois continents, grâce à l'appui financier de l'Union européenne. Cette application mobile gratuite offre des informations de base sur plus de 550 espèces marines, notamment leurs appellations courantes, leur taille, leur répartition, et propose des cartes qui illustrent l'évolution de la répartition des espèces sous l'effet du changement climatique ainsi que les menaces qui pèsent sur elles.

« Grâce à AppliFish, les consommateurs peuvent choisir des poissons qui ne sont pas en danger, ce qui aide à garantir qu'il en reste suffisamment pour les générations futures », a expliqué le Chargé d'information sur les pêches de la FAO, Marc Taconet, dans un communiqué de presse.

Dans un contexte mondial marqué par une hausse régulière des captures et une surexploitation des stocks de poissons, la FAO veut impliquer les consommateurs dans le combat pour la préservation des espèces en danger en les sensibilisant et suscitant en eux des habitudes de consommation pouvant contribuer à la pérennisation des ressources halieutiques.

Sources : http://www.i-marine.eu ; http://fr.allafrica.com

Bientôt un observatoire pour transformer et moderniser les exploitations familiales dans l'espace CEDEAO

Le ROPPA, dans le cadre de son plan quinquennal adopté en 2011, projette de mettre en place un observatoire des exploitations familiales et la mise en œuvre de diverses formes d'actions visant la transformation et la modernisation de celles-ci. Les activités valorisées visent également la valorisation des productions agricoles issues de ces exploitations familiales.

La nécessité de cet observatoire trouve ses fondements dans la prédominance de l'exploitation familiale dans le système agricole de la plupart des pays de Afrique de l'Ouest ; la connaissance insuffisante ou partielle de ces exploitations familiales ; la nécessité de corriger les préjugés et discours peu favorables et le peu de confiance en sa capacité à nourrir les populations de l'Afrique de l'Ouest.

C'est dans cette perspective que le ROPPA a réalisé une étude de caractérisation des expériences de suivi des exploitations familiales comme une des étapes dans le processus de mise en place de l'observatoire. Cette étude a été couronnée par un atelier régional sur la définition d'une méthodologie de suivi des Exploitations Familiales tenu du 22 au 24 novembre 2011 à Bamako, au Mali. Il a permis de disposer :

- d'une cartographie du dispositif de suivi paysan et non paysan de l'exploitation familiale dans l'espace CEDEAO ;
- d'une méthodologie consensuelle de mise en place des dispositifs de suivi des exploitations familiales;
- d'une feuille de route en vue de la mise en place d'un observatoire de suivi des exploitations familiales.

Les propositions issues de la rencontre de Bamako ont ensuite été partagées et approfondies au cours d'un autre atelier tenu à Accra du 17 au 19 décembre 2012. Les plateformes nationales du ROPPA ainsi que plusieurs institutions publiques, privées et des organisations professionnelles régionales ont pris part à cet atelier.

7ème atelier Panafricain sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA)

La ville sud africaine de Phalaborwa a accueilli du 25 février au 1 er mars 2013 le septième atelier panafricain sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages(APA). Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative APA, qui apporte son appui au renforcement des capacités des négociateurs africains dans la préparation des rencontres liées à la Convention sur la diversité Biologique et à son protocole de Nagoya.

Cette septième rencontre africaine sur l'accès et le partage des avantages des ressources génétiques faisait suite aux discussions du 6e atelier et a permis d'approfondir la réflexion sur un projet de lignes directrices de l'Union Africaine sur la mise en œuvre du protocole de Nagoya, de présenter un exemple concret de mise en œuvre nationale du protocole de Nagoya, et d'échanger autour d'autres thématiques comme les savoirs traditionnels.

Source : Issa BADO
Volontaire International de la Francophonie
Assistant de projet |Négociations Internationales Environnement et Développement Durable (IFDD)

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
http//agridape.leisa.info

Sénégal :

L'agriculture familiale et les produits locaux en vedette à la FIARA 2013.

L'agriculture familiale occupe une place centrale dans l'activité économique sénégalaise. Elle est à la base de la survie de nombreuses communautés à qui elle procure nourriture et revenus. La problématique de sa valorisation était au cœur de la 14ème édition de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA) qui s'est tenue, à Dakar, du 5 au 18 mars 2013.

Cet évènement annuel, qui avait pour thème « quels investissements, pour quels systèmes de production, pour quels produits, pour quels marchés et au profit de qui? », a été mis à profit pour engager le débat sur les politiques agricoles, sur la chaine de valeurs des filières et, sur les investissements dans l'agriculture et particulièrement l'agriculture familiale.

La FIARA 2013 a surtout servi de vitrine de promotion des produits locaux qui ont du mal à soutenir la concurrence des produits étrangers à cause des habitudes de consommation extraverties des sénégalais. Des expositions et des séances de dégustation ont ponctué l'évènement pour présenter la diversité des produits de terroir, montrer toute la panoplie de plats ou de produits dérivés qu'on peut en tirer et inciter les sénégalais au « consommer local ».

La FIARA est une initiative de deux plateformes sénégalaises d'organisations socio-professionnelles agricoles et rurales, le conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) et l'association sénégalaise pour le développement à la base (ASPRODEB).

Conférence de Bonn sur la désertification :

Le Réseau Agricultures hôte d'un atelier sur la gestion durable des terres arides

Le Réseau Agricultures, une plateforme d'acteurs très impliqués dans la recherche de solutions au problème de la désertification, a été l'hôte d'un atelier consacré au thème : « Combler le fossé entre les politiques et les pratiques de gestion durable des terres arides ». L'atelier a eu lieu le vendredi 12 avril 2013, en marge de la conférence de Bonn sur la désertification. L'ONG IED Afrique basée au Sénégal et membre du réseau Agricultures a participé à cet atelier. Elle a saisi l'occasion de cet évènement pour présenter son nouveau film sur l'agroforesterie, « Bénéfices et défis de l'agroforesterie ».

Ce film passe en revue les expériences de Régénération Naturelles Assistées (RNA) menées dans le cadre de l'initiative ARI (African Regreening Initiative) dont la mise en œuvre au Sénégal est pilotée par IED Afrique. Le film présente les avantages de la RNA et diagnostique les contraintes politiques et institutionnelles de la mise à l'échelle de cette méthode agroforestière qui pourrait être un bon outil pour contrer la désertification.

Cet atelier a aussi été une occasion pour le réseau Agricultures de plancher sur les moyens de redynamiser ses outils de communication sur la désertification, notamment les magazines spéciaux sur la désertification.

La 2e conférence scientifique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) s'est tenue du 9 au 12 Avril 2013 à Bonn, en Allemagne.

Le thème central de cette rencontre était «l'évaluation économique de la désertification, la gestion durable des terres et la résilience des zones arides, semi-arides et subhumides sèches».

Source : www.agriculturesnetwork.org